

Les néocons au pouvoir en France?

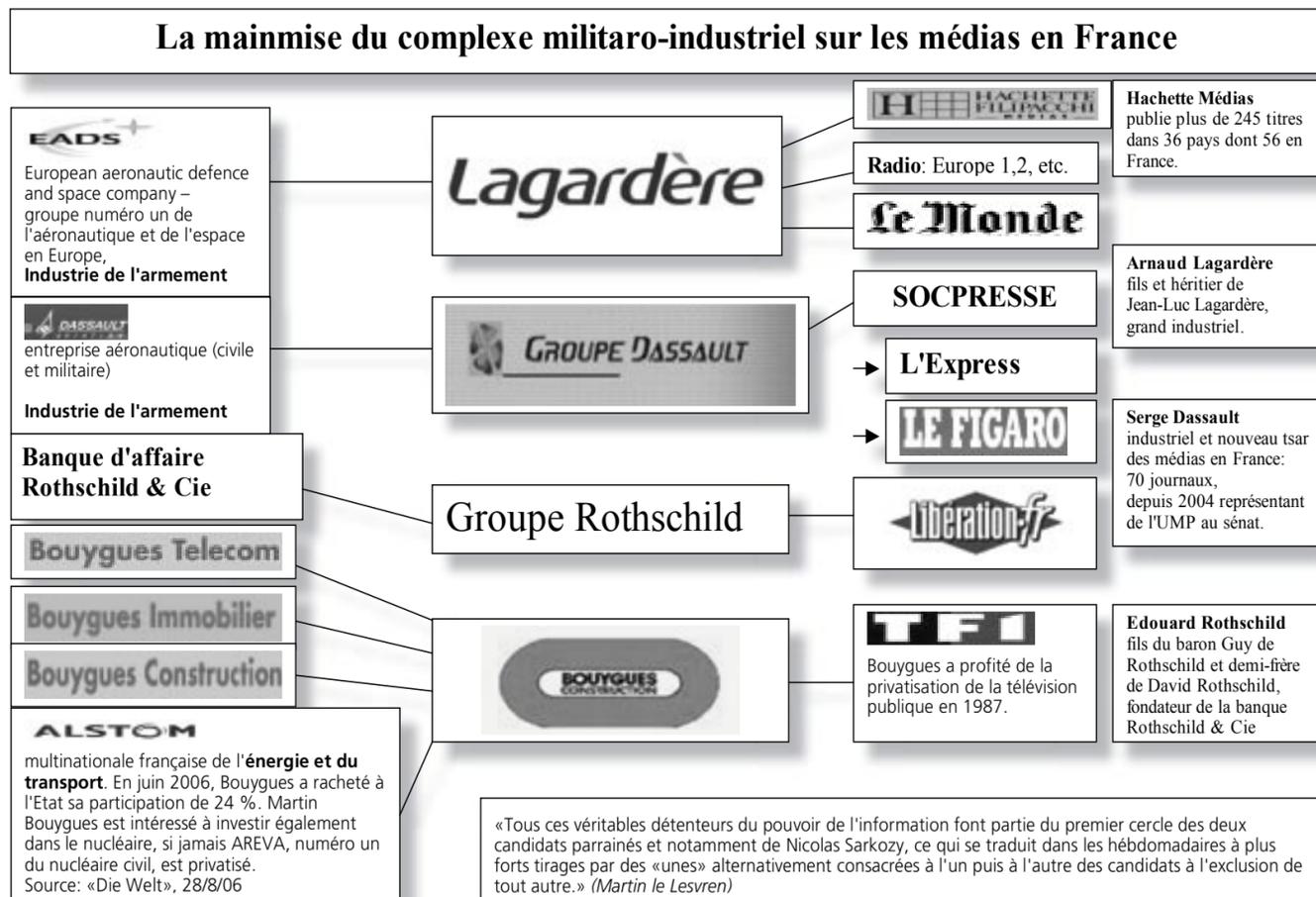
par Martin le Lesvren, Universitaire et observateur de la vie politique française, Paris

La situation intérieure française est devenue depuis quelques années assez opaque, difficilement compréhensible pour beaucoup. Avant d'évoquer la France elle-même il nous faut évoquer le contexte général du monde occidental imprégné de la modernité massificatrice et consumériste qui achève de déraciner les fondements culturels et les racines historiques des peuples. L'Union européenne est d'ailleurs un vecteur très important de cette modernité en phase d'achèvement chargée d'enlever aux Européens toute vocation à la contemplation et à la transmission au profit d'un idéal de consommation et d'une vision immanentiste du progrès sans fin des sociétés d'opulence comme les décrivait *Augusto del Noce*, qui sont imprégnées du processus de la Modernité dans sa phase tardive dans l'histoire contemporaine développant l'hégémonie de l'économisme et la subordination du social, un matérialisme caractérisé par un idéal de consommateur centré sur l'homme hors de toute transcendance dans le cadre d'un athéisme formel et dont l'illusion de la liberté individuelle prime tout autre impératif. Le cadre choisi est celui du déracinement, de l'atomisation, de la massification, de l'«unidimensionnalité économique [...]», de décomposition de tout idéal, c'est-à-dire de la chute morale de l'homme», d'un immanentisme total. Ce qui ne marche pas au niveau européen est fondamentalement dû à l'inexistence d'un pacte social, à l'incapacité de se fonder sur une définition du bien commun.

De la «fin de l'histoire» à la théorie de «choc des civilisations»

Ces caractéristiques, cette évolution, ce processus de la modernité en marche sont évidemment tout à fait communs à l'ensemble des sociétés occidentales américanisées ayant intégré avec plus ou moins de résistance le standard de vie anglo-saxon, une «culture» mondialisée sans racine ni profondeur pour créer des masses de consommateurs rendus dociles et «formatés» pour accepter les actions et décisions des détenteurs du monopole de la force, de la violence voire de la terreur, ce seul groupe de pouvoir auquel on ne reproche pas d'être souverain et d'assumer une identité propre.

La pensée post-moderne nous annonce la fin de l'Etat national et de la souveraineté au nom d'un processus historique et intellectuel. Celui-ci aurait d'ailleurs à terme vocation à mener en fait à la mondialisation d'un chaos anarchique négateur de l'ordre des sociétés entre elles et de l'ordre même des sociétés hu-



Convergence financière entre journaux de la gauche libertaire à la gauche caviar et d'une droite conservatrice et libérale.

maines fondées sur la capacité relationnelle de l'homme développée d'ailleurs historiquement d'abord à l'échelle européenne. Ce qui explique la forte influence anglo-saxonne sur la pensée politique française. La démarche idéologique se caractérise également par une volonté de productivisme, de standardisation, de concentration, d'uniformisation des politiques économiques pour appliquer dans un cadre de libre-échange, une organisation scientifique du travail, une conception de la modernité tout entière tournée vers la recherche de la satisfaction des besoins matériels humains décrits en perpétuelle expansion. Mais ce projet, sans quête de légitimité ni d'adhésion populaire, ne relève que d'une vision technocratique sans absolu, ni référence transcendante, ni même horizon qui dépasse le seul bien-être matériel. Les Etats-Unis se sont donnés cette mission de rééducation démocratique notamment parce que l'universalisme abstrait de la démocratie

s'oppose à la nation, synonyme d'attachement particulier. Ils développent en effet une rhétorique messianique issue de l'utopie révolutionnaire égalitariste: il s'agit de la complémentarité entre d'une part le messianisme juridique et démocratique libéral à l'échelle mondiale et d'autre part le communautarisme ou le multiculturalisme, le particularisme et l'individualisme inhérents au même système.

Prendent ainsi rétrospectivement toute leur dimension les théories développées justement lors de la décennie suivant la fin de la guerre froide et dont l'objectif était de démontrer la «fin de l'histoire» (*Francis Fukuyama*) pour la plus simple et la supériorité définitive du système libéral démocratique ayant pour fondements principaux le matérialisme et le relativisme pour la plus franche. La faillite de cette tentative qui se voulait indolore puisqu'elle était censée installer la prospérité en plus du modèle, conduit les tenants de l'idéologie transnationale à revenir à plus de volontarisme politique, le traumatisme du «nine eleven» a en effet imprimé sa marque. Ils ont découvert ce qu'ils appellent «l'hétérogénéité des préférences collectives»: l'économie ne suffit plus, mais les enjeux non économiques renvoient rapidement à des valeurs sur lesquelles l'accord est presque impossible». Or, la «gouvernance mondiale» exècre plus que tout l'incertitude des peuples. Le fait transnational nous conduit au constat d'une stratégie de puissance que recouvre la volonté de l'organiser. La thèse de la supériorité absolue du système libéral démocratique constituant la fin de l'histoire avait cette franchise désarmante de désigner les intérêts qu'elle servait. Elle avait aussi cette force de conviction selon laquelle les faits, semblant tous aller dans le même sens, s'inséraient en réalité dans une trame irrésistible. Les faits eux-mêmes étaient indiscutables. Ils recouvrent essentiellement l'échange à l'échelle mondiale conséquence de la liberté totale de circulation des biens, des hommes, des capitaux et des services. La mondialisation est d'abord synonyme d'interdépendance économique avec une internationalisation des échanges, des firmes et des flux. L'instauration progressive de relations à l'intérieur d'un système-

monde homogénéise les pratiques économiques et commerciales. La dérégulation financière et l'immédiateté des informations économiques, «le temps réel», accentuent la tendance aux investissements et aux échanges hors frontières, l'augmentation exponentielle de leur volume et de celui de la production de produits manufacturés. La mondialisation était également synonyme d'uniformisation culturelle avec la tentative d'adoption aux divers points de la planète de modes de vie similaires, standardisés et américanisés dans une perspective d'unification. Les échanges touchent les sphères financières, commerciales, culturelles, médiatiques, ils sont d'autant plus «globalisés» qu'ils se situent à l'échelle du monde et s'opèrent dans l'immédiateté tel un flux sans cesse croissant. S'observe alors une «déterritorialisation» des économies qui rend plus difficile aux Etats le contrôle de la transnationalité financière mais également culturelle, religieuse, mafieuse, etc.

Or, avec le souhait de la généralisation de ce processus, certaines caractéristiques furent hâtivement décrites voire expliquées comme des faits définitifs: la fin de la communauté nationale, de la souveraineté et donc de l'importance stratégique de son élément territorial au profit de la multiplicité des régions plus facilement intégrées au système-monde, des réseaux, des multinationales, des transnationalités criminelles, des organisations internationales, etc. Enfin, la «multi-appartenance» des individus liée à la prééminence de la technique devait achever le déracinement d'hommes anciennement unis dans «l'amitié politique» de la patrie, de la nation. Le nouvel idéal était, est encore semble-t-il, le village mondial, la «volatilité identitaire» de l'individu.

Cette «mondialisation heureuse» recouvrait en fait une globalisation économique et financière modélisée par le système dominant, celui qui avait vaincu la guerre froide. La mondialisation n'était donc assurément ni anarchique ni multilatérale mais obéissait à un processus sinon dirigé du moins encadré, celui de l'achèvement de l'américanisation de l'aire occidentale entendue comme monde développé. En

Editorial

La France se trouve à la croisée des chemins. Les élections présidentielles approchent. Au printemps 2007, les Français vont décider si leur pays va rester un Etat souverain qui s'engage en faveur du maintien de la paix et du respect des conventions internationales ainsi que du droit international ou si le nouveau gouvernement va devenir une annexe du gouvernement néoconservateur américain.

Le net rejet de la Constitution européenne par le peuple français en 2005 a montré l'importance qu'il attribue à la souveraineté. Choisir un gouvernement qui sape ce principe mènera inévitablement à la dépendance vis-à-vis d'autres grands Etats et à l'impossibilité de continuer à promouvoir le multilatéralisme, la multipolarité.

Les candidates et candidats de premier plan évitent délibérément ce sujet capital. Mais il est possible de percer à jour leurs manœuvres de diversion destinées à tromper les électeurs dont ils sollicitent les suffrages. Les débats doivent porter sur la souveraineté ainsi que sur la question de la guerre et de la paix.

Il convient d'exiger de tous les candidats des réponses sans ambiguïté afin que les ci-

toyens puissent se déterminer. Il nous paraît en effet essentiel de bien connaître leur programme pour savoir quels sont les enjeux.

Plusieurs lecteurs français nous ont demandé s'ils pouvaient publier dans nos colonnes un choix de contributions au débat. Ce numéro d'*Horizons et débats*, journal indépendant, offre des informations objectives permettant aux lecteurs de se forger une opinion en connaissance de cause.

Cette édition met en lumière l'influence de la politique belliqueuse des néoconservateurs américains sur les gouvernements européens. Tous les médias français importants sont également touchés car leurs liens avec les groupes financiers et ceux de l'armement leur ont fait perdre leur indépendance et révèlent une dangereuse concentration de l'information en France au sein de quelques groupes aux intérêts convergents. Nos articles relatifs aux guerres en Irak, en Afghanistan, au Liban et dans la bande de Gaza et à l'utilisation d'armes illégales témoignent de cette politique qui promet vingt ans de guerres.

La rédaction

Suite page 2

«Les néocons au pouvoir en France?»

suite de la page 1

effet l'économie globalisée servie par la déréglementation qui marginalise le rôle de la plupart des Etats était un moyen d'accroissement de la puissance du pôle dominant de la triade économique du monde développé¹, notamment dans un cadre de «financiarisation» de l'économie mondiale: «les Etats-Unis entendent tirer les bénéfices de l'intermédiation financière et de l'organisation du capitalisme au niveau mondial». D'autant que ce pôle dominant régule le système des grandes enceintes internationales, Fonds monétaire international, Banque Mondiale et Organisation mondiale du commerce.² Nous nous situons donc au moment de la formation proprement dite de cet empire mondial ainsi que des réactions des périphéries qui lui sont liées car le rôle de la guerre comme vecteur des grandes mutations socio-politiques est évidemment essentiel. Poser l'inéluctabilité d'un *processus* «de globalisation heureuse» à cette échelle relevait de l'imprudance due à l'idéalisme messianique. Imaginer que la fin de l'affrontement bipolaire provoquerait la disparition progressive des données de géopolitique tels que principalement la prééminence des stratégies étatiques à partir d'une base territoriale, était le fruit d'une vision idéologique par définition éloignée du réel mais qui révélait cependant à la longue la stratégie de puissance qu'elles servent.

Une lecture confessionnelle des rapports de force inter et intra-étatiques

Et notamment lors du volontarisme politique qui va devenir nécessaire à la globalisation dans la phase plus active succédant à celle de la «fin de l'histoire», c'est-à-dire établissant une stratégie de «choc des civilisations» définie par *Samuel Huntington* et imposant une lecture à base confessionnelle et ethnique des rapports de force dans le monde et au travers des sociétés. L'obligation de passer à l'offensive révélera effectivement que le *processus* est encadré par la puissance globale du moment et qu'il est général, celui de l'américanisation du monde développé; il possède ses moyens, ses œuvres et ses armes. La tentative d'instaurer une culture transnationale apparaît essentiellement comme un élément stratégique du nouveau contexte de puissance et le fait indiscutable de l'internationalisation toujours croissante des échanges n'a pas rendu caduc le caractère concurrentiel du positionnement stratégique des Etats en quête de compétitivité globale. Ainsi, fort logiquement dans un monde où les facteurs de puissance se déclinent à l'échelle nationale, les Etats-Unis ont répondu aux attaques du 11 septembre 2001 de manière unilatérale. Si une coalition large et quasi unanime était possible, Washington ne la dédaignait pas et on pouvait évoquer «l'action unilatérale en coalition» en Afghanistan par exemple. Mais dans le cas de désaccords dans le traitement de l'«antiterrorisme» et des «Etats-voyous» tout comme la modélisation du «Grand Moyen-Orient», comme en Irak, la machine américaine montrait clairement qu'elle agissait avant tout pour atteindre les objectifs qui étaient les siens et avec les seuls moyens qu'elle avait décidé d'utiliser.

Toute culture transnationale se développe au détriment de l'Etat national qui reste envers et contre tout le régulateur majeur des relations internationales et la première expression de la géopolitique. Ce à quoi nous sommes témoins est bien plus l'homogénéisation des Etats mettant en cause leur propre souveraineté par l'effet de puissance et d'influence de ceux qui ont gardé l'exercice plein de leur souveraineté et de leur indépendance. Les Etats-Unis n'envisagent systématiquement la «gouvernance mondiale de l'interdépendance économique» au sein des institutions internationales correspondantes que dans la perspective du maintien de leur domination et du refus de tout transfert de souveraineté ce que l'on peut constater également dans d'autres enceintes telles que la Cour pénale internationale ou le domaine du nucléaire militaire. Qui peut tenter de faire abstraction de ce que la «géopolitique mondiale des Etats-Unis est doublée d'un modèle civilisationnel dont la diffusion dans les comportements politiques, sociaux et culturels des nations est de plus en plus forte»

et voudrait tendre absurdement à la massification de l'humanité entière par une sorte de politique universaliste (refus du monde multipolaire, «*Nation building*», prédominance des NTIC, etc.)?

Le cas particulier de la France

C'est dans ce cadre précédemment décrit que la France se trouve aujourd'hui particulièrement au cœur de nombreuses évolutions concernant son avenir, son identité propre, son indépendance voire même sa survie en tant que nation.

Il existe une offensive néoconservatrice en France qui, à l'approche de l'élection présidentielle, se traduit notamment par l'émergence de deux candidats promus par les médias et dont la bipolarité verrouille le débat politique sur les projets véritables.

Les néo-conservateurs ont essaimé en Europe essentiellement dans l'Angleterre de *Tony Blair*, dans l'Espagne de *José Maria Aznar* et dans l'Italie de *Silvio Berlusconi*. En raison de la posture néo-gaulliste du président *Chirac* lors des semaines précédentes l'invasion de l'Irak et de son ministre des Affaires étrangères de l'époque, *Dominique de Villepin*, devenu depuis son Premier ministre, le *processus* en France fut plus tardif mais tout aussi prégnant. Ce mouvement néoconservateur venu d'outre-Atlantique, un état d'esprit réducteur et volontariste assez éloigné de l'esprit français, est actuellement porté par *Nicolas Sarkozy* qui voit en l'économisme le substitut au politique laquelle devrait rester le monopole de l'hyperpuissance emplissant de ce fait le vide politique de l'Union Européenne et des Etats qui la composent. Le caractère nouveau de ce phénomène est que sous couvert d'une hypothétique perte de puissance diplomatique et stratégique de la France, en raison de sa politique lors de la crise irakienne et de son refus de la constitution européenne lors du *referendum* du 29 juin 2005, une bonne partie de la gauche française dite «réformatrice» a rejoint ce pôle en promouvant, en se rangeant derrière la candidature de *Ségolène Royal*, véritable *alter ego* de *Nicolas Sarkozy* à gauche, et ce qu'elle représente: un soutien inconditionnel à la politique économique européenne à vocation de subordination à la gouvernance mondiale et l'absence de toute alternative à la politique de puissance américaine; le soutien appuyé à la politique de *Tony Blair* lors de son voyage en Angleterre le résume bien. Il est maintenant bien établi par les observateurs de la politique internationale que si *Nicolas Sarkozy* ou *Ségolène Royal* avaient été aux affaires lors de l'invasion de l'Irak, il y aurait eu 1) un soutien français à la «coalition» menée par les Américains et 2) présence d'un contingent de militaires français à Bagdad, Kirkouk ou Falloudja.

On peut observer par ailleurs l'offensive actuelle de l'UE pour une présence euro-

péenne en Irak par le biais de la formation des forces de police, de gendarmerie, etc.

Le résultat de cette promotion interne et externe de ces deux pôles néocons dont la vocation est de monopoliser l'espace politique français, est la césure, la fracture entre les courants à l'intérieur des familles politiques françaises entre, d'une part, des socialistes et une droite pro-atlantiste et d'autre part, des socialistes et une droite défendant plutôt une alternative multilatérale à l'unipolarité de l'hyperpuissance. Au regard de l'hypermédiatisation des deux candidats «normalisés», il y a un vrai risque de rejet de ces opposants par la presse vers les extrêmes pour les marginaliser et les ignorer. Cette évolution fut d'abord perceptible au lendemain de la dernière élection présidentielle où il n'a aucunement été tenu compte de ce coup de tonnerre électoral du premier tour le 21 avril 2002, ni au lendemain du *referendum* ayant exprimé le rejet du traité constitutionnel pour l'UE, le 29 juin 2005.

Comment cela s'est-il progressivement fait jour en France? Les Etats-Unis ont d'abord mis en œuvre la phrase de *Condoleezza Rice* au lendemain de l'invasion de l'Irak: «Nous allons nous réconcilier avec la Russie, ignorer l'Allemagne et punir la France». Ainsi la présence américaine en France s'est traduite par un quasi-doublement de ses diplomates et hommes d'influence à l'ambassade américaine à Paris dans la seule perspective de la préparation des prochaines élections présidentielles. Washington a ensuite activé un certain nombre de ses relais de presse, financiers et politiques, dans les médias français tant à gauche qu'à droite. Enfin, ces relais ont assuré la promotion d'acteurs communautaristes pour imposer une lecture systématiquement confessionnelle des crises internes et externes, lecture évidemment favorable à l'interprétation américaine et israélienne des conflits actuels.

Soutien médiatique exceptionnel

Les deux candidats bénéficient d'un soutien médiatique exceptionnel, inédit. Positivement par la promotion jusqu'à l'idéal d'une candidature spécifiquement médiatique; on peut rappeler par exemple les phrases de *Nicolas Sarkozy* sur «la communication prime l'action» et sa volonté de «créer un événement de communication par jour». Négativement en passant sous silence ce qui pourrait lui être préjudiciable au jugement des Français (son atlantisme exacerbé, sa vision communautariste de la société et du monde, son adhésion à la dialectique américaine de la lutte contre le terrorisme pour justifier la politique de la terreur, l'absence de toute proposition forte en matière de politique étrangère indépendante [comme *Ségolène Royal*], des bilans assez ternes [ministre du Budget sous *Edouard Balladur*, des Finances et de l'Intérieur sous *Raffarin* et de *Villepin*], etc.).

Ce soutien médiatique s'explique notamment par un mélange, une confusion du monde politique, des affaires, du spectacle et des médias. Cette confusion a été provoquée par une concentration très révélatrice de l'orientation politique et du communautarisme ambiant. Par exemple, le numéro mondial du BTP avec *Vinci*, *Bouygues*, est le propriétaire de la chaîne de télévision la plus puissante et la plus regardée de France, *TF1*; le journal quotidien dit de référence, *Le Monde*, compte parmi ses actionnaires le groupe *Lagardère* déjà propriétaire du grand groupe *Hachette* (livres, presse) et d'un certain nombre de journaux mais aussi d'un secteur militaire high tech; le journal de la «gauche caviar», *Libération*, est aux mains du groupe *Rothschild*; *Le Figaro* a été racheté par *Serge Dassault*; etc. Or, tous ces véritables détenteurs du pouvoir de l'information font partie du premier cercle des deux candidats parrainés et notamment de *Nicolas Sarkozy*, ce qui se traduit dans les hebdomadaires à plus forts tirages par des «unes» alternativement consacrées à l'un puis l'autre des candidats à l'exclusion de tout autre.

L'action en campagne de ces candidats est particulière. On dénombre peu de poids lourds dans leurs équipes respectives qui sont par ailleurs assez réduites et exclusivistes entretenant un climat de tension exacerbé et de polémiques brutales dans leur propre camp politique et au-delà. Ce climat pesant se retrouve également dans la violence du choc entretenu et recherché des catégories électorales les unes contre les autres, fonctionnaires/salariés du privé; enseignants/jeunes des banlieues; souverainistes ringards/branchés européistes; etc. On l'a vu lors de l'atmosphère de guerre civile dans les banlieues ou lors des manifestation anti-CPE dans une gestion contestée des forces de l'ordre par le ministre de l'Intérieur, *Nicolas Sarkozy*. Cette stratégie de fragmentation par secteurs entiers de la société est celle du communautarisme dont le plus visible reste la lecture confessionnelle, vis-à-vis des musulmans, du levier récurrent de la lutte contre l'antisémitisme, et celle des mœurs, le soutien aux revendications homosexuelles, notamment.

Dans son propre exécutif, gouvernement et présidence de la République, le ministre de l'Intérieur a vu à son profit la presse réussir ce tour de force dans cette affaire de corruption généralisée de la classe politique française qu'est la vente de *Frégates* à *Taiwan*, laquelle connut un volet dit *Clearstream*, à présenter *Nicolas Sarkozy* comme un chevalier blanc et victime des supposées malversations de *Jacques Chirac*, le Président, et *Dominique de Villepin*, son Premier ministre.

Sarkozy: européisme confirmé

Tout comme *Ségolène Royal*, *Nicolas Sarkozy* développe par ailleurs un européisme confirmé. Il avait appelé son parti l'Union pour un Mouvement Populaire à se mobiliser pour le traité constitutionnel en expliquant que si la France n'approuvait pas ce *referendum*, elle se couperait de ses partenaires traditionnels et amorcerait son déclin. L'UMP qu'il préside prévoit d'ailleurs de profiter dans le cadre du Parti Populaire Européen (PPE) de la fenêtre d'opportunité de la fin du premier semestre 2007 où la présidence sera assurée par l'Allemagne et l'élection de la République en France déjà passée, pour relancer la question de la constitution européenne.

L'accession aux affaires de *Nicolas Sarkozy* créerait un vrai risque de déstabilisation de l'axe géopolitique Paris-Berlin au profit de la recherche d'une concurrence avec Londres pour un partenariat privilégié avec Washington. Son soutien systématique aux organisations internationales d'obédience américaine en Europe, OSCE, Otan, Commission européenne pour le partenariat atlantique (voir la question d'un grand marché unique euro-atlantique), ferait perdre nombre d'occasions géopolitiques d'envergure pour les pays européens comme le rapprochement avec la masse stratégique considérable que représente l'OCS, le *continuum* de l'axe Paris-Berlin avec Moscou voire Pékin pour une alternative multipolaire et multilatérale de l'organisation des relations internationales et diplomatiques plus respectueuses de l'indépendance et de la souveraineté des peuples.

Suite page 3

A lire**«Misère du sarkozysme. Cette droite qui n'aime pas la France»**

mb. Il s'agit là d'un livre d'une grande actualité et cela pour l'Europe tout entière car le sarkozysme ne caractérise pas seulement les courants idéologiques qui cherchent à tout prix à porter *Nicolas Sarkozy* à la présidence de la République.

C'est une version française de la révolution conservatrice mondiale qui veut également s'imposer dans l'Hexagone. Selon l'auteur, «le sarkozysme n'est pas que Sarkozy ni tout Sarkozy.»

Pour les sarkoziens, la France doit être reconstruite et à cette fin, ils balayent tout: le modèle social français qui s'est développé au cours de l'histoire, la République telle qu'elle fut créée en 1789 et surtout la nation elle-même. La droite doit être refondée non seulement beaucoup plus à droite, mais en dehors de son identité nationale.

Ces thèmes proviennent apparemment des Etats-Unis et le but du sarkozysme est de détruire la France en tant qu'Etat-nation pour faire triompher la contre-révolution néoconservatrice comme dans beaucoup d'autres pays.

Selon *Ariès*, le succès du sarkozysme est rendu possible par l'alliance, autour du néolibéralisme, de la vieille droite française et de l'appareil socialiste. Il illustre son propos de nombreuses citations de *Nicolas Sarkozy* et de ses proches, lesquelles montrent qu'il

Paul Ariès

Misère du sarkozysme**Cette droite qui n'aime pas la France**

Parangon/Vs

ISBN 2-84190-144-0

s'agit d'un mouvement à la fois économique et idéologique.

Il conclut par un appel solennel aux forces démocratiques de son pays: «La défaite de *Nicolas Sarkozy* est nécessaire.»

21 septembre 2006: Journée mondiale pour la Paix

Que la paix et le désarmement deviennent l'affaire du peuple!

Les guerres ravagent le monde. Comme on sait, le Liban vient de subir un mois de bombardements meurtriers et destructeurs. Mais sa population continuera à en subir les effets pendant des années. De source militaire israélienne, Tsahal a largué sur le Liban quelque 1800 «bombes à sous-munitions», contenant au total 1,2 million de petites bombes dont beaucoup n'explorent pas sur le coup et tuent bien après l'arrêt des combats. (Voir: http://acdn.france.free.fr/spip/breve.php?id_breve=188&lang=en). Des rapports dignes de foi font état de blessures, d'empoisonnements et de maladies insolites, probablement imputables à l'emploi d'armes secrètes contenant des agents chimiques ou biologiques. D'autres signalent l'emploi de missiles et munitions à Uranium Appauvri (UA), dont les nano-particules (d'une taille infinitésimale et indétectables), une fois dispersées dans l'atmosphère et inhalées ou ingérées, provoquent cancers et naissances monstrueuses.

Ces mêmes armes à UA (balles, obus, missiles) ont été utilisées depuis 1991 en Irak, dans les Balkans (Yougoslavie, Kosovo), et en Afghanistan. Plusieurs milliers de tonnes d'UA (durée de demi-vie radioactive: 4 mil-

liards d'années) ont été ainsi dispersées et continuent de l'être en Irak – où la guerre continue – et en Afghanistan – où les talibans ont resurgi, plus combattifs que jamais. Les médecins témoignent que cancers et naissances monstrueuses prolifèrent dans ces pays. Si vous tenez à votre santé, n'y allez pas. Mais c'est tout l'hémisphère nord – France comprise – qui se trouve atteint par les retombées de l'UA. (Pétition pour l'interdiction de ces armes: http://acdn.france.free.fr/spip/article.php?id_article=41&lang=fr).

Il y a les conflits qui font la une des journaux, et ceux qu'on tend à oublier, en Tchétchénie par exemple, ou en Afrique. Il y a le terrorisme, qui menace de frapper partout, peut-être avec des engins «non conventionnels», nucléaires, radiologiques, biologiques ou chimiques (Cf. http://acdn.france.free.fr/spip/breve.php?id_breve=193&lang=fr). On parle beaucoup moins de la terreur organisée (et pourtant illégale au regard du droit international: article VI du TNP et avis de la Cour internationale de justice du 8 juillet 1996) des Etats nucléaires. C'est pourtant celle-ci qui entretient celui-là, car c'est elle qui perpétue l'idée que seules l'intimida-

tion et la violence armée permettent de trancher les différends entre pays ou civilisations. Ce sont également les sommes fantastiques dépensées pour maintenir et développer les armes nucléaires – et les autres – qui manquent pour résoudre les principaux problèmes de l'humanité. Parmi ceux-ci, la pauvreté, la misère, la famine favorisent les dictatures, les fanatismes nationalistes, religieux ou racistes. C'est donc cette terreur d'Etat, véritable clef de voûte d'un système de domination, d'exploitation et de violence, qu'il faut faire cesser, tout en luttant contre le terrorisme par des moyens classiques et tout en s'efforçant de résoudre par des moyens diplomatiques les conflits en cours ou menaçants.

A cet égard, la «France d'en haut» adopte une attitude contradictoire. Ainsi, dans l'affaire iranienne, elle prône à juste titre une solution diplomatique, mais elle soutient le droit de l'Iran au nucléaire civil, alors qu'on sait par bien des exemples passés (Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord ... Irak,

qui n'en fut empêché que par la «guerre du Golfe») que le nucléaire civil est le cheval de Troie du militaire. Et d'autre part, la possession d'armes nucléaires que la France interdit aux autres, elle se l'autorise. Elle pratique même, en infraction au TNP, la «prolifération verticale»: elle «modernise» son arsenal. Est-ce logique?

C'est donc à la «France d'en bas» de s'emparer de ces questions à l'occasion des prochaines campagnes électorales. Il faut interpeller les candidats, exiger qu'ils fassent connaître leurs positions, et voter en conséquence. La paix et le désarmement doivent devenir l'affaire du peuple. C'est possible, puisque la constitution française permet d'organiser un référendum sur cette question. Il suffit de le vouloir et d'obtenir, sous peine de ne pas voter pour eux, que les futurs élus à la présidence et à l'Assemblée Nationale s'engagent à l'organiser. •

Source: Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire, www.acdn.net

Nicolas Sarkozy: Le péril

par Jean-Paul Bled,

Président du Rassemblement pour l'Indépendance et la Souveraineté de la France (RIF)

Plus les jours passent, plus il devient évident que Nicolas Sarkozy représente une grave menace pour la démocratie et pour la liberté de la France.

Si le style c'est l'homme, il y a déjà toute raison d'être inquiet. L'obsession du pouvoir habite à ce point Nicolas Sarkozy qu'elle commande tous ses actes, tous ses comportements, toutes ses poses. Elle le conduit à être présent sur tous les fronts, à se multiplier sur les écrans et sur les ondes. Il n'est pas de jour qu'il ne marque d'un nouveau coup. Si certains sont sous le charme, il faut plutôt se demander s'il n'y a pas là le signe d'une fébrilité, d'une agitation presque pathologique qui suffirait à le disqualifier pour exercer la magistrature suprême. Celle-ci exige la mesure, l'équilibre, et non une transe perpétuelle.

Nicolas Sarkozy constitue une grave menace pour la démocratie. Que dire d'autre lorsqu'un candidat à la présidence de la République s'est assuré un réseau de soutiens chez les magnats des médias grâce auquel il peut espérer conditionner l'opinion? Nicolas Sarkozy expliquait récemment: «En démocratie, c'est le peuple français qui compte». On ne peut que lui donner raison. Sauf qu'il fait ici le contraire de ce qu'il dit. A preuve son intention annoncée récemment à Bruxelles de faire adopter par la voie parlementaire un mini-traité européen qui annulerait le rejet de la constitution européenne par le peuple français, le 29 mai 2005. Ce choix revient tout bonnement à tordre le cou à la démocratie.

Le faux débat

par Alain Bournazel, Secrétaire général du RIF

Les grands médias, chaînes de télévision, radios, grands journaux nationaux, toujours prompts à amuser la galerie avec des choses futiles – afin de détourner l'attention des citoyens des véritables problèmes – ont trouvé un inépuisable sujet de dissertation: le duel Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal. Nous avons régulièrement à subir les positions des deux protagonistes dans leur course fébrile vers la magistrature suprême; tantôt l'un perd un quart de point dans les intentions de vote au premier tour, mais l'autre perd un huitième au second tour, tantôt c'est l'inverse; leur personnalité est passée au crible, le caractère, la sympathie, la capacité de gouverner, l'art d'être proche des gens; des informations sont régulièrement diffusées sur leur famille, le conjoint, les enfants, l'entourage, la vie privée; nous avons même droit à des embryons de programmes qui ne sont pas toujours marqués d'une grande cohérence, mais qui sont dominés par cette stratégie attrape tout imposée par la course aux voix. Disons-le tout net, cette pantomime, qui n'est même pas amusante, n'apporte absolument rien au débat démocratique. Pour une raison simple, Monsieur Sarkozy et Madame Royal mentent aux Français. La catégorie du mensonge qu'ils utili-

Ces propos ont été tenus récemment à Bruxelles où Nicolas Sarkozy était venu faire adouber sa candidature par les instances européennes. C'est encore d'adoubement qu'il s'agit quand il obtient d'être reçu par le Président des Etats-Unis à la Maison Blanche et qu'une photo le montre, le visage rayonnant, serrant la main de son idole. «Nicolas Sarkozy est le candidat des Etats-Unis», affirme avec force Pierre Messmer. Il n'y a pas d'autre conclusion à tirer de ce voyage au cours duquel il n'a pas craint de critiquer la politique menée par la France en Irak, et tenu sur l'Irak et le Liban un discours inspiré des thèses des néo-conservateurs américains. On atteint ici le comble de l'indécence puisque cet homme-là est le n°2 du gouvernement français. C'est dire combien Nicolas Sarkozy constitue une menace grave pour la liberté de la France. Son élection entraînerait inmanquablement l'alignement de la France sur les Etats-Unis et donc la fin de la politique d'indépendance menée depuis le Général de Gaulle.

Nicolas Sarkozy a actuellement la faveur des sondages. Mais pour combien de temps? La vérité est qu'il n'est pour Nicolas Sarkozy de pire ennemi que lui-même. Ses dérapages à répétition peuvent finir par lasser et par avoir un effet de boomerang. A l'heure de la réflexion, les Français vont hésiter à envoyer à l'Elysée un agité perpétuel, un candidat mettant en péril la démocratie et la liberté de la France. En janvier 1995, les sondages donnaient une confortable avance à Edouard Balladur: en avril, de par le vote des Français, il n'était plus que troisième! •

«Time» promeut Royal en Europe et l'ignore aux USA

L'édition européenne de *Time Magazine* consacre sa couverture et un volumineux dossier à Ségolène Royal, qui secoue la France. L'hebdomadaire assure que la jeune femme est la favorite de l'élection présidentielle. Elle représenterait une modernisation du pays face à une élite machiste latine.

Ce ne sont plus seulement les néo-conservateurs qui sponsorisent Nicolas Sarkozy à droite et Ségolène Royal à gauche, mais l'ensemble des institutions US, à commencer par les financiers électoraux de la NED*/CIA.

Time Europe n'avait pas consacré de «une» à un Français depuis le «non» de Jacques

Chirac à l'expédition irakienne, en février 2003.

Par contre, pas de trace de Ségolène Royal en couverture de l'édition internationale de *Time Magazine*, ni du moindre article qui lui soit consacré. Ce n'est pas parce que l'on conseille aux Français de voter Royal que l'on éprouve le moindre intérêt pour elle outre-Atlantique. •

Source: www.voltairenet.org/article143457.html

* National Endowment for Democracy a été créé par R. Reagan pour poursuivre les actions secrètes de la CIA en soutenant financièrement et en encadrant des syndicats, des associations et des partis politiques.

«Les néocons au pouvoir en France?» suite de la page 2

L'émergence d'un tel candidat à droite comme à gauche, s'explique également pour réaliser une mutation en profondeur de la société française qui sans ce volontarisme ni cette manipulation médiatique, continuerait de la refuser: un arsenal de lois répressives et sécuritaires justifiées par un moralisme formel; une déstabilisation du modèle social par une déréglementation profitant aux multinationales et grands groupes financiers internationaux aux capitaux apatrides; un alignement sur les positions américaines qui modélise en politique internationale la lecture d'une opposition confessionnelle et ethnique de ses différents acteurs, notamment au profit d'Israël; une dépolitisation de la politique étrangère française et européenne au profit d'une coalition «huntingtonienne» permanente baptisée «Occident» et regroupant l'Europe et le Japon derrière les Etats-Unis et Israël.

Si la collusion des mondes des affaires, de la politique, des médias et du Show-biz a atteint en France un tel niveau de fusion, c'est en partie parce que le déracinement mental, culturel et spirituel d'une partie importante de la population, évoqué au début de cet article a atteint son but et que les candidatures Sarkozy/Royal représentent emblématiquement cette nouvelle «culture» politique faite d'images et de sentiments et non de projet politique, de pacte social qui fondent et renouvellent la société.

Quelques motifs d'espoir sont cependant à considérer qui empêchent de noircir complètement l'horizon français à terme.

Les Français ont, depuis une vingtaine d'années, régulièrement voté contre la majorité sortante ce qui exprime un vrai mécontentement et une maturité politique contre le système, même si cette réaction n'est pas très visible en raison de l'imbrication d'élections locales, régionales et nationales.

L'élection présidentielle de 2002 était jouée selon le monde politique, celui des médias et du monde de l'information, entre Jacques Chirac et Lionel Jospin; or, le premier tour a chamboulé cette prévision.

Les sondages sur la presse que celle-ci essaie de relativiser et d'ignorer le plus possible, sont éloquentes sur le peu d'estime que lui portent les Français ainsi que le peu de fiabilité qu'ils lui prêtent; ce qui est confirmé par la perte des lecteurs de l'ensemble des quotidiens français dits d'information.

Malgré l'énorme pression médiatique et politique et les menaces du monde économico-financier, les Français qui avaient annoncé dans les sondages leur volonté de s'exprimer contre le traité constitutionnel du 29 juin 2005 ont maintenu leur opinion par un vote massif.

L'état d'esprit volontariste et manichéen volontiers messianique sert de thérapie aux peuples jeunes assez dépourvus d'assise culturelle et historique comme les Etats-Unis et Israël; cela favorise l'embrigadement, la propagande et les campagnes guerrières aux accents millénaristes. Mais les peuples anciens qui ont acquis leur indépendance et souveraineté, leur profonde identité issues d'un processus de siècles d'expérience, sont comme la France et la Suisse, fondamentalement et naturellement rétifs à ces formes de *Tabula rasa* et de dialectique à forte propension idéologique. C'est encore ce qui peut fonder l'espoir d'un ressaisissement du peuple français pour résister à cette déferlante d'images désinformatrices, de commentaires superficiels de manipulations financières dans les médias pour lui faire croire que tout est joué sans lui. •

¹ Plus de 70% des échanges mondiaux (marchandises, services, investissements financiers) se font entre trois grands pôles qui dominent l'économie mondiale: Amérique du Nord, Europe de l'Ouest et Japon. Ces trois pôles forment la triade du monde développé, actuellement rejointe par la Chine.

² Comme l'indique Colin Powell lui-même: «Dans le monde de plus en plus interdépendant où nous vivons, la prospérité et le bien-être américains sont plus que jamais liés à la diffusion de la croissance et à la stabilité dans le monde. C'est pourquoi un leadership fort des Etats-Unis au sein du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC sont si essentiels à l'avenir de l'Amérique et du monde», discours aux représentants des Etats lors de la réunion annuelle des institutions de Bretton Woods, Washington, District de Columbia, 27 avril 2001, cité par P. Allard, «Les Etats-Unis et la gouvernance mondiale» in Conseil d'analyse économique, *Gouvernance mondiale*, op. cit., p. 266.

La politique d'Angela Merkel touche à sa fin Le peuple ne soutient plus la politique de guerre du gouvernement

par Karl Müller, Allemagne

Il y a plus d'une année, des néoconservateurs américains ont fondé le «Comité pour une Europe forte». N'allez pas croire qu'il s'agit de promouvoir une Europe indépendante. Non. Ce que veut ce Comité, c'est une Europe à la botte des néoconservateurs. Un néoconservateur comme *Jeffrey Gedmin*, directeur de l'*Aspen Institute* de Berlin, a mentionné l'année dernière le nom des politiciens dont il espérait une politique conforme à l'idéologie néoconservatrice: *Tony Blair* en Grande-Bretagne, *Nicolas Sarkozy* en France et *Angela Merkel* en Allemagne.

Tony Blair va s'en aller très prochainement. Frère siamois politique de *George W. Bush*, il a trop abusé de la patience des Britanniques et de son parti. Une année après les élections législatives, Angela Merkel est tombée de son piédestal. Elle n'est plus soutenue que par 37% des électeurs. Sa politique ne laisse que des ruines dans tous les domaines: affaires intérieures, économiques, sociales et avant tout politique étrangère.

Ses tentatives d'afficher une façade indépendante grâce à quelques critiques de la politique des Etats-Unis ont échoué lamentablement. Le conseil que lui avait donné *Jeffrey Gedmin* (*Handelsblatt* du 22 novembre 2005)

de montrer que «dans certains domaines elle ne suivait pas aveuglément la politique de Bush» n'a servi à rien. Les faits sont patents.

Depuis une année:

- Angela Merkel a complètement abandonné les efforts faits par son prédécesseur pour parvenir à un peu plus d'indépendance par rapport aux Etats-Unis et à une collaboration plus étroite avec la Russie et surtout avec la France. La Chancelière et son gouvernement misent pleinement sur une alliance étroite avec le gouvernement américain et se targuent d'être ses meilleurs alliés en Europe.
- Sans nécessité, la Chancelière a invité le président des Etats-Unis à venir en Allemagne et, en juillet dernier, à Stralsund, elle lui a exprimé officiellement son accord total avec sa politique de guerre alors qu'elle avait annoncé auparavant qu'elle lui ferait part du désir de paix des Allemands.



Le chef et son assistante: Angela Merkel, chancelière par la grâce des Etats-Unis? (photo Reuters)

- Dans la guerre d'Israël contre le Liban, Angela Merkel a joué un rôle tout à fait sinistre. Le gouvernement allemand a contrecarré les efforts sérieux de la plupart des Etats européens en faveur d'un arrêt immédiat des hostilités. Angela Merkel et son gouvernement se sont alignés sur la politique américaine qui, on le sait maintenant, avait accordé son appui total au gouvernement d'Israël. Angela Merkel et son gouvernement se sont ainsi rendus complices des crimes de guerre commis par le gouvernement et l'armée israélienne.
- Angela Merkel et son gouvernement ont soutenu la politique d'Israël par leur déclarations et par leurs actions: Ils ont autorisé pendant la guerre la livraison de sous-marins nucléaires à Israël. Le gouvernement allemand, au mépris total de la réalité, a parlé de «légitime défense». Il a justifié son engagement militaire avant tout en déclarant vouloir garantir le «droit d'Israël à

exister», ce qui a même fait dire, à la mi-septembre, au très prudent ministre libanais des Affaires étrangères que les soldats allemands feraient mieux de stationner en territoire israélien. Angela Merkel a déclaré très ouvertement devant le Bundestag que dans le conflit du Proche-Orient, l'Allemagne n'était pas neutre.

- Angela Merkel et son gouvernement ont, en dépit du bon sens, obtenu la prolongation d'une année de l'engagement de soldats allemands en Afghanistan, et cela alors que même l'ambassadeur d'Allemagne dans ce pays avait mis en garde, à la veille du vote du Bundestag, contre une catastrophe imminente dans ce pays et que même des députés du groupe parlementaire CDU-CSU comme *Willy Wimmer* et *Peter Gauweiler* avaient estimé que l'engagement en Afghanistan était un échec.

De nombreux sondages récents montrent que la politique du gouvernement allemand ne

correspond pas aux vœux des citoyens et des citoyennes. Mais la position de la Chancelière n'étonnera pas ceux qui observent attentivement la voie qu'elle a suivie jusqu'ici.

Peu avant la guerre en Irak, la cheffe de l'opposition de l'époque s'était prononcée, aux Etats-Unis, pour une participation de l'Allemagne à la guerre et quelques semaines avant, le 8 février 2003, à la Conférence de Munich sur la politique de sécurité, elle avait déclaré que «les Européens curieux découvrent une Amérique manifestement mieux préparée aux nouveaux dangers. [...] La menace des armes de destruction massive de *Saddam Hussein* est également réelle, et non fictive. [...] Ceux qui excluent catégoriquement des mesures de coercition militaires contre l'Irak doivent être prêts à assumer la responsabilité des conséquences en cas d'échec de leur politique de simple confinement. Pour moi, il est manifeste que ceux qui critiquent de manière radicale la voie choisie par les Américains dans le conflit irakien ne sont pas en mesure d'assumer l'entière responsabilité des conséquences de leurs actes. [...] Si, au final, le désarmement pacifique échouait et qu'il ne restait, comme ultime solution, que les mesures coercitives annoncées, nous serions favorables [...] à une intervention armée. Dans ce cas, l'Allemagne devrait y participer dans la mesure de ses moyens et en accord avec ses partenaires européens et atlantiques.»

A la lumière de ce qu'on sait maintenant et de ce qui était manifeste à l'époque déjà, ces propos apparaissent monstrueux. Angela Merkel ne s'en est jamais excusée. A l'époque déjà, elle a contrecarré les efforts de paix européens.

Quelques mois déjà après le début de la guerre, elle s'était certes imposé le silence au sujet de l'Irak (*Spiegel Online* du 6 juin 2003) et ne s'était plus prononcée sur la politique de guerre des USA jusqu'à la campagne des législatives de 2005. Mais le gouvernement Bush et les néoconservateurs savaient qu'ils pouvaient compter sur elle. Ainsi, *Richard Perle*, un des plus radicaux bellicistes néoconservateurs et ennemis de l'Europe, a notamment déclaré dans une interview à l'*Handelsblatt* du 27 mai 2005: «Il existe de très grandes différences entre le gouvernement américain et les sociaux-démocrates allemands, mais pas avec la CDU-CSU. C'est pourquoi je compte sur une nette amélioration des relations bilatérales en cas de victoire électorale d'Angela Merkel. Elle est très attachée à la tradition atlantique, soutient l'OTAN et s'engage en faveur d'une entente étroite entre Berlin et Washington.» Et le 27 juillet 2003, la *Welt am Sonntag* écrivait même ceci: «[Le néoconservateur] Gedmin a montré comment on pratiquait le conseil politique populaire. Cet Américain, en Allemagne depuis une année et demie, a mis sérieusement en ébullition son propre institut et les *thinktanks* [groupes de réflexion, laboratoires d'idées] berlinois. Un soir, il intervient dans l'émission de *Sabine Christiansen* à propos de la lutte contre le terrorisme, une autre fois, à Schwerin, il briefe [sic!] Angela Merkel en petit comité à propos des relations germano-américaines.»

Le jour où Angela Merkel a été élue Chancelière fédérale, le 22 novembre 2005, l'ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne *William Timken* a déclaré ceci à propos du rôle de l'Allemagne dans les projets du gouvernement américain: «Les Américains espèrent avant tout que le nouveau gouvernement de la République fédérale d'Allemagne apportera son soutien à la démocratisation de l'Europe de l'Est, de l'Asie centrale et du Moyen-Orient.» Ces propos doivent être traduits. Quand il parle de «démocratisation», il veut dire «guerres et changements de régime». Jusqu'ici, Angela Merkel a rempli son rôle à la satisfaction du gouvernement américain. Cependant les citoyennes et citoyens d'Allemagne ne vont plus la suivre. •

Sarkozy reçu par Bush à Washington Eloge inhabituel des Etats-Unis par un Français

Le ministre français de l'Intérieur *Nicolas Sarkozy*, qui passe pour le candidat de droite ayant le plus de chances de succéder à *Jacques Chirac*, a été reçu à la Maison Blanche à l'issue d'une visite des Etats-Unis de plusieurs jours. Selon Washington, le président *Bush* s'est joint pour une petite demi-heure à un entretien entre Sarkozy et *Stephen Hadley*, conseiller en matière de sécurité. Il s'agit là d'un honneur inhabituel réservé à un simple ministre, mais Bush a déjà fait à plusieurs reprises de telles entorses au protocole diplomatique pour montrer sa sympathie à l'égard de politiciens étrangers qui montent.

Cet accueil contraste surtout avec les rapports glaciaux qui existent depuis plu-

sieurs années entre Bush et Chirac. Mais Sarkozy a adopté un langage que les Américains n'avaient plus entendu depuis long-

temps dans la bouche d'un Français. Il a non seulement repris les clichés typiques de l'amour des Français pour les jeans et le fast food, mais il a également défendu plusieurs positions politiques des USA. Lors d'une rencontre avec des représentants d'organisations juives, il a qualifié le Hezbollah libanais de *groupe terroriste*, ce qui est normal aux Etats-Unis, mais pas en France. Dans un discours, il a également eu des mots sévères à l'égard du régime de Téhéran. Il a laissé entendre que dans la crise du nucléaire, il ne fallait pas exclure les moyens militaires. Bien que Sarkozy ait été opposé à la guerre en Irak, il a critiqué à Washington le rôle joué alors par Chirac. Ce n'est pas ainsi, a-t-il dit, que l'on traite un ami. [...]

Sarkozy est sans aucun doute le candidat de Washington dans la course à la succession de *Jacques Chirac*, mais la Maison Blanche dément l'idée selon laquelle Bush ait l'intention de l'aider dans sa campagne. Ce serait une arme à double tranchant: une proximité trop grande de l'ambitieux ministre

avec l'Amérique ne pourrait que lui faire du tort dans son pays. •

Source: *Neue Zürcher Zeitung* du 14/9/06



«Marianne» N° 492 du 23 au 29/9/06. Est-ce un hasard si «Marianne» est étranger au processus de concentration industrie-médias? www.marianne-en-ligne.fr

L'UMP se vit comme une entreprise à l'américaine

C'est une première: la direction de l'UMP s'est adressée, pour élaborer son programme, à un cabinet américain spécialisé dans la stratégie d'entreprise, le Boston Consulting Group (BCG). «Notre mission, explique cet organisme, est d'aider les grandes entreprises à créer un avantage concurrentiel durable.» Et, justement, l'entreprise UMP cherche un avantage concurrentiel durable!

Source: *Marianne* n° 492 du 23 au 29/09/06, p. 8.

Extraits d'une interview

Jürgen Elsässer: «La CIA a recruté et formé les djihadistes»

par Silvia Cattori, journaliste suisse

Dans son dernier ouvrage, «Comment le Djihad est arrivé en Europe», le journaliste allemand Jürgen Elsässer met en évidence la continuité de la filière djihadiste. Des combattants musulmans recrutés par la CIA pour lutter contre les Soviétiques en Afghanistan ont été employés successivement en Yougoslavie et en Tchétchénie, toujours avec le soutien de la CIA, mais peut-être parfois hors de son contrôle. S'appuyant sur des sources ouvertes diversifiées, principalement yougoslaves, néerlandaises et allemandes, il a reconstitué le parcours d'Oussama Ben Laden et de ses lieutenants en Bosnie-Herzégovine aux côtés de l'OTAN.

Silvia Cattori: Votre enquête sur les agissements des services secrets fait un constat effrayant. C'est ainsi que l'on découvre que depuis les années 80 les Etats-Unis ont investi des milliards de dollars pour financer des activités criminelles et que par le biais de la CIA ils sont directement impliqués dans des attentats que l'on attribue à des musulmans. Quel est l'apport de votre livre?

Jürgen Elsässer: C'est le seul ouvrage qui établit le lien entre les guerres dans les Balkans des années 90 et les attentats du 11 septembre 2001. Tous les grands attentats, à New York, à Londres, à Madrid, n'auraient jamais eu lieu sans le recrutement par les services secrets américains et britanniques de ces djihadistes à qui l'on attribue les attentats. Sur les manipulations des services j'apporte un nouvel éclairage. (...) Les informations que j'ai collectées à de multiples sources, démontrent que ces djihadistes sont des marionnettes entre les mains de l'Occident et non pas, comme on le prétend, des ennemis.

Dans le cas de la guerre des Balkans, les manipulations d'Etats sont clairement désignées dans votre livre. Les Etats-Unis ont soutenu Ben Laden qui avait pour travail de former les Moudjahidines. Nul ne peut donc plus ignorer que ces attentats qui glacent l'opinion n'auraient jamais existé si les «terroristes» n'avaient pas été entraînés et financés par les services secrets occidentaux?

Oui, en effet, c'est le résultat de faits que l'on peut observer. Mais on ne peut pas dire que l'intervention des pays occidentaux en ex-Yougoslavie avait pour objectif de préparer les attentats du 11 septembre. Pour être précis: ces attentats sont une conséquence de la politique occidentale des années 90 car l'OTAN a mis en place ces djihadistes dans les Balkans et a collaboré avec eux. Les militants musulmans qui ont été désignés comme responsables des attentats du 11 septembre ont fait partie de ce réseau.

Selon vous, quel était l'intérêt des Etats-Unis et de l'Allemagne à dresser les peuples des Balkans les uns contre les autres?

L'Occident avait un intérêt commun à détruire la Yougoslavie, à la démembrer, parce que, après la fin du bloc soviétique, elle aurait été un modèle de combinaison intelligente entre éléments capitalistes et socialistes. Mais l'Occident voulait imposer le modèle néolibéral à tous les pays.

L'Europe ne s'est-elle pas imprudemment engagée dans une guerre manipulée par les néo-conservateurs?

C'est difficile à dire. Je crois que, dans les années 90, la politique des Etats-Unis, était inspirée par leur victoire contre les Soviétiques en Afghanistan. C'était le modèle qu'ils voulaient appliquer aux Balkans. Si, ces années-là, l'économie des Etats-Unis n'était pas tombée dans la dépression, peut-être que des politiciens plus réalistes, comme Kissinger, auraient pu garder le contrôle de la politique américaine. Je pense que la coïncidence entre la dépression économique et l'agressivité de l'école néoconservatrice a déterminé ce qui s'est passé. [...]

Les néoconservateurs, groupés autour de Perle, avaient rédigé un document, un an avant le 11 septembre, selon lequel l'Amérique avait besoin d'un événement cataly-

seur comme l'attaque de Pearl Harbour. Le 11 septembre fut cet événement catalyseur. Je crois que les gens autour de Perle ont souhaité les attentats du 11 septembre.

Quel était l'objectif poursuivi par les Etats-Unis en attaquant la Serbie? S'agissait-il simplement, comme l'indique votre livre, de s'installer dans une région stratégique située sur une voie de transit pour le pétrole et le gaz d'Asie centrale? Ou l'alliance des Etats-Unis avec les combattants musulmans dirigés par Izetbegovic, avait-elle un second objectif: créer un foyer d'extrémisme musulman aux portes de l'Europe pour s'en servir dans le cadre de manipulations terroristes? Et, si oui, dans quel but?

Les Etats-Unis voulaient, comme l'Autriche à la fin du 19^e siècle en Bosnie, créer un Islam «européen» pour affaiblir les Etats islamiques au Moyen-Orient, c'est-à-dire, à cette époque, l'Empire Ottoman, aujourd'hui l'Iran et les Etats arabes. Les néoconservateurs avaient encore d'autres plans: construire un réseau clandestin de marionnettes «fondamentalistes» pour faire le sale travail contre la «vieille» Europe.

Résultat, une guerre civile terrible. Comment l'Europe a-t-elle pu participer à la destruction de la Yougoslavie, qui apparaissait comme un exemple de cohabitation parfaitement réussie entre ethnies? En faisant des Serbes les coupables, l'Europe n'a-t-elle pas fait voler en éclat un pays qui était une des constructions majeures de l'après-guerre. Sur quelle légitimité l'Europe fondait-elle son intervention?

D'abord, au début des années 90, l'Allemagne a mené l'attaque en se basant sur les principes de l'auto-détermination «ethnique»: c'est-à-dire la vieille ruse d'Hitler contre la Tchécoslovaquie et la Pologne en 1938/39. Ensuite, les Etats-Unis, ont pris le relais et ont fait l'éloge des «droits de l'homme», une escroquerie évidente. [...]

Tout cela est très inquiétant. Vous apportez la preuve que les attentats qui se sont produits depuis 1996 (les attentats dans le métro de Paris), n'auraient jamais été possibles si la guerre dans les Balkans n'avait pas eu lieu. Et ces attentats qui ont fait des milliers de victimes vous les imputez à des services occidentaux. L'opinion en Occident a donc été trompée par des gouvernements embarqués dans des actions terroristes?

Le réseau terroriste que les services secrets américains et britanniques ont formé durant la guerre civile en Bosnie et plus tard au Kosovo, a fourni un réservoir de militants que l'on a ensuite retrouvés impliqué dans les attentats de New York, Madrid, Londres.

Comment cela s'est-il passé concrètement?

Une fois la guerre en Afghanistan finie, Oussama Ben Laden a recruté ces militants djihadistes. C'était son travail. C'est lui qui les a entraînés, partiellement avec le soutien de la CIA, et qui les a mis en place en Bosnie. Les Américains ont toléré la connexion qu'il y avait entre le Président Izetbegovic et Ben Laden. Deux années plus tard, en 1994, les Américains ont commencé à envoyer des armes, dans une opération clandestine commune avec l'Iran. Après le traité de Dayton, en novembre 1995, la CIA et le Pentagone ont recruté les meilleurs des djihadistes qui avaient combattu en Bosnie.

Comment cela se fait-il que ces musulmans se soient mis entre les mains de services qui servaient des intérêts idéologiques opposés aux leurs?

J'ai analysé les témoignages donnés par quelques djihadistes interrogés par les juges allemands. Ils ont dit qu'après le traité de Dayton, qui stipulait que tous les ex-combattants étrangers devaient quitter le pays, ils n'avaient plus d'argent et nulle part où aller. Quant à ceux qui pouvaient rester en Bosnie, parce qu'on leur avait fourni des passeports bosniaques, ils étaient eux aussi sans travail et sans argent. Le jour où des recruteurs sont

venus sonner à leur porte et leur ont proposé 3000 dollars par mois, pour servir dans l'armée bosniaque, ils ne savaient pas qu'ils étaient recrutés et payés par des émissaires de la CIA pour servir les Etats-Unis. [...]

Vous voulez dire que Bush, par exemple, est lui-même otage de gens qui, à l'intérieur du Pentagone, forment un Etat dans l'Etat qui échappe également au commandement de l'armée américaine?

Oui. Bush est stupide. Il n'est qu'un instrument entre les mains d'autres personnes.

Vous pensez à des gens qui sont sous l'influence directe de personnages comme Perle, Wolfowitz, Feith? Vous pensez que ce serait eux qui, après la guerre des Balkans, auraient été les véritables commanditaires de ces attentats et que ces attentats ne sont pas séparés les uns des autres, qu'il y a un lien entre Madrid et Londres? Cela veut-il dire que les Etats-Unis sont prêts à s'allier avec le diable pour semer le chaos partout dans le cadre de cette guerre antimusulmane, anti-arabe menées sous prétexte de terrorisme? Un terrorisme fabriqué?

Oui, il y a un double gouvernement qui échappe au contrôle de Bush. Ce sont des néoconservateurs, comme Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz, Perle, des gens liés au pétrole et aux industries militaires. Le chaos global est dans l'intérêt de l'industrie militaire: quand il y a le chaos dans le monde entier, on peut vendre des armes et le pétrole plus cher. [...]

Si, comme vous le dites, ce qui s'est passé dans les Balkans n'était que la répétition de ce qui s'était passé en Afghanistan, ce qui a succédé faisait donc partie du même processus. Pensez-vous que nos autorités connaissent les risques des guerres provoquées par leurs services secrets?

Mon espoir est qu'il y ait une réaction de la part des militaires aux Etats-Unis. Il y a parmi eux des gens qui savent très bien que toutes ces guerres ne sont pas intelligentes. Ils savent que les Etats-Unis vont perdre cette guerre. Dans l'armée américaine, ils sont impérialistes mais ils ne sont pas fous, ils ne sont pas d'accord avec ce qui se passe. Mais les néoconservateurs sont fous, ils veulent faire la Troisième Guerre mondiale contre tous les Arabes et tous les musulmans, comme Hitler qui voulait tuer tous les juifs et attaquer tous les autres pays; les généraux allemands avaient averti Hitler de ce qu'il risquait. [...]

Il est dit dans votre livre: «Le terrorisme existe au Kosovo et Macédoine, mais dans sa majorité, il n'est pas contrôlé par Ben Laden mais par les services secrets US». Doutez-vous de l'existence d'Al Qaeda?

Oui, comme je l'ai écrit dans mon livre, c'est de la propagande fabriquée par l'Occident.

On a un peu l'impression que, pour aller au bout de sa logique, votre enquête n'est pas terminée. Certes, la Yougoslavie a été un laboratoire de la fabrication des réseaux islamistes, et votre livre montre bien que ces réseaux servent les intérêts des Etats-Unis. Pourtant, vous semblez croire en l'existence de réseaux islamistes internationaux qui auraient une base populaire dans le monde musulman, alors qu'en même temps votre recherche démontre que ces réseaux ne sont que des mercenaires des Etats-Unis et qu'ils n'ont jamais rien fait pour les musulmans? Regardez l'exemple du Hamas: au début des années 80 il a été fomenté par le Mossad pour contrer l'influence de l'OLP. Mais par la suite, le Hamas a développé sa propre base populaire et, maintenant, il fait partie de la résistance. Mais je parie qu'il y a encore des agents étrangers à l'intérieur du Hamas.

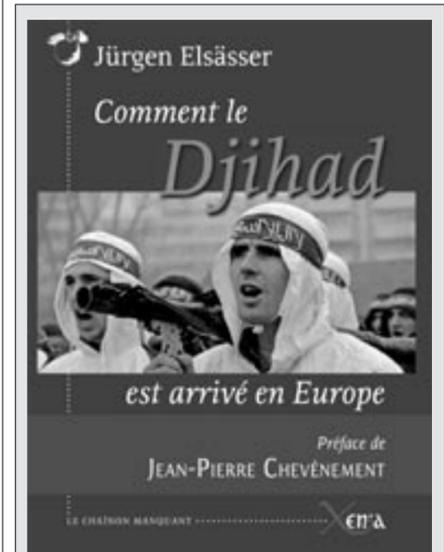
Vous avez mentionné que les inspecteurs des Nations-Unies sont infiltrés d'espions par les Etats-Unis. Pourrions-nous avoir des précisions?

Certains casques bleus de l'Unprofor en Bosnie ont transporté des armes à destinations des Moudjahidines.

Quand Peter Handke affirme que les Serbes ne sont pas les seuls coupables, qu'ils sont les victimes de la guerre des Balkans on le proscrit. Qui a raison dans cette affaire?

De tous les côtés – Serbes, Croates, Musulmans – les gens ordinaires ont tous perdu. Les Musulmans ont gagné la guerre en Bosnie avec l'aide de Ben Laden et de Clinton mais, maintenant, leur pays est occupé par l'OTAN. Ils ont aujourd'hui moins d'indépendance qu'au temps de la Yougoslavie. •

Source: www.voltairenet.org



ISBN 2-8892-004-2. Editions Xenia, 2006.
www.editions-xenia.com

Distribution en France: Les Belles Lettres

Préface (extrait)

«La traduction française du livre de Jürgen Elsässer «Comment le Djihad est arrivé en Europe» constitue une mine de révélations pour quiconque cherche à comprendre les enjeux géostratégiques mondiaux.

Que les services spéciaux américains aient prêté la main subrepticement dès 1992 – en violation de l'embargo sur les armes –, puis officiellement à partir de 1994, à l'armement des milices islamistes de Bosnie, est un fait bien connu. De même les liens tissés avec Oussama ben Laden et son organisation en Afghanistan dès les années quatre-vingt mais maintenus longtemps après.

Ce que montre, en revanche, avec un grand luxe de détails Jürgen Elsässer, c'est le véritable chaudron du terrorisme islamiste qu'ont constitué les guerres yougoslaves tout au long des années quatre-vingt-dix. Les attentats du 11 septembre 2001 à New-York, de Madrid le 11 mars 2003, et du 7 juillet 2005 à Londres font tous émerger des personnages qui, à des titres divers, ont été des vétérans des guerres de Bosnie. Il semble qu'il s'agisse là de connexions si gênantes qu'il faille absolument les taire ou les dissimuler. [...]

Le livre de Jürgen Elsässer est fort instructif sur le rôle des services spéciaux dans la manipulation des conflits (et des opinions publiques droguées aux idéologies identitaires). Il est vrai que les «services» se prennent souvent les pieds dans leurs propres intrigues. Dans la société hypermédiatique où nous vivons, leurs manigances finissent toujours par être éventées. C'est l'un des grands mérites du livre de Jürgen Elsässer de nous faire voir par leur petit côté (mais les trous de serrure ne font-ils pas découvrir bien des choses?) les projets mégalomaniques ourdis par les «maîtres de l'heure» (qui cesseront souvent de l'être dans l'heure qui suit).»

Jean-Pierre Chevènement

«Pas en mon nom, pas en notre nom!»

par Fanny-Michaela Reisin, militante des droits de l'homme, membre de l'organisation Voix juive pour une paix juste au Proche-Orient

Le texte ci-dessous est celui d'une allocution prononcée par Fanny-Michaela Reisin le 12 août à Berlin lors d'une manifestation contre la guerre au Liban et dans la bande de Gaza.

Mesdames, Messieurs,

Je suis ici aujourd'hui en tant que représentante de Voix juive pour une paix juste au Proche-Orient et je lance un cri: Pas en mon nom, pas en notre nom!

Les gouvernants d'Israël font non seulement un usage abusif de mon nom, ils ont le front de se référer à mes ancêtres qui ont été assassinés. Ils n'éprouvent aucune honte, pour justifier leurs crimes au Liban et en Palestine, à évoquer la mémoire de mes grands-parents tués dans les camps du régime nazi. Les morts sont sans défense, mais moi, qui suis née et ai grandi dans l'ombre de leur assassinat, je vous dénie, monsieur le Premier ministre Olmert, monsieur le Ministre de la Défense Peretz et surtout vous, monsieur le Commandant en chef Halutz, le droit de vous référer au souvenir d'innocents assassinés quand votre programme est la violence sauvage et vos actions les meurtres et les destructions. C'est profaner les morts que de commettre des crimes contre l'humanité en leur mémoire.

De plus en plus de personnes d'origine juive manifestent leur colère sur tous les continents, et également en Israël. Ils crient: Depuis 39 ans, je dis bien depuis 39 ans, en violation de la IV^e Convention de Genève, l'occupation, la dépossession, l'oppression et l'humiliation quotidienne des Palestiniens, les innombrables opérations militaires contre un peuple sans Etat et sans armée et la récente guerre d'agression contre le Liban et la bande de Gaza sont l'œuvre ignominieuse de ceux qui prétendent être les chefs des juifs du monde entier.

Dans leur arrogance et leur obsession des technologies modernes de destruction, ils foulent aux pieds les leçons que la communauté internationale a tirées de l'antisémitisme nazi. La plus précieuse, la plus importante est qu'aucun peuple n'a le droit de mépriser un autre peuple. Aucun homme n'a le droit de s'ériger en maître d'autres hommes. La Charte des Nations Unies, qui fut adoptée un mois déjà après la fin de la Seconde Guerre mondiale dans le but de «main-

tenir la paix et la sécurité internationales», repose sur «le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes». L'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que «tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits».

Chaque jour, les opérations militaires israéliennes contre la population civile et les ressources vitales au Liban et dans la bande de Gaza foulent un peu plus aux pieds le droit international. A chaque instant où des familles sont privées de toit et où des enfants deviennent orphelins, la confiance dans l'autorité des Nations Unies s'estompe un peu plus. Ce ne sont pas seulement les populations, là-bas, qui en souffrent. Ce sont également tous ceux qui, dans le monde entier, misent sur la paix et le respect dans les relations internationales, sur la prédominance du droit sur la force.

Il faut absolument dénoncer la politique hypocrite, la politique du deux poids deux mesures, avant tout celle des Etats-Unis et de leurs alliés européens.

Il est inadmissible qu'une nation souveraine soit envahie et soumise depuis des semaines à d'incroyables attaques et que les peuples du monde appelés à l'aide restent passifs pendant tout ce temps.

Il est inadmissible que l'agresseur reste impuni et que la superpuissance numéro 1 et ses alliés lui laissent le temps de détruire, par des opérations aériennes et terrestres, des hommes, leur culture et la nature.

Il est inadmissible que la bande de Gaza – de toute façon murée en violation du droit international et dont aucun des habitants ne peut sortir – soit attaquée et, de propos délibéré, détruite politiquement, psychiquement et physiquement par les incessants bombardements sans que l'on en appelle à la raison du gouvernement israélien et qu'on le force à cesser les hostilités. (Dans la dernière Résolution de l'ONU, il n'y a pas un mot sur Gaza).

Et finalement, il est inadmissible que le président des USA soit habilité à nous dicter ce qui relève du terrorisme et ce qui relève de la légitime défense. Tout être humain doué de raison et de cœur se rend immédiatement compte que la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza et au Liban doit être condamnée comme relevant du terrorisme. Il

est évident qu'Israël poursuit des buts différents de ceux qu'il affiche.

Chacun apprend à l'école déjà que les soldats prisonniers ne peuvent être récupérés que par la voie des négociations. Même le père du soldat Gilad Shalit, fait prisonnier dans la bande de Gaza, qui tient – évidemment – à ce que la vie de son fils soit épargnée, se plaint amèrement de la logique stratégique de son gouvernement. Le Hezbollah et le gouvernement de Hamas n'ont cessé de proposer des négociations, mais jamais ces propositions n'ont été entendues. On ne veut pas de négociations sur un échange de prisonniers et sur une paix acceptable et durable pour la Palestine et le Liban et sur des frontières sûres pour Israël. Il y a d'autres objectifs plus importants. Il y a de la nouvelle répartition du monde entre les superpuissances. Israël n'en fait pas partie et il n'est également pas du tout question de l'hégémonie d'Israël dans la région. Le gouvernement israélien, consciemment ou pas, fait de son peuple, qu'il prétend protéger, l'otage d'intérêts étrangers. Résultat: des morts et des blessés là aussi, des jeunes gens qui meurent pour rien.

Le gouvernement des Etats-Unis et, de plus en plus, ceux de leurs partenaires européens, se rendent coupables d'utiliser le terrorisme comme instrument politique si Israël n'est pas condamné pour son agression. L'encre de la Résolution 1701 – rédigée cette nuit, résolution exerçant une pression «minimale», n'était pas encore sèche qu'Olmert expliquait à la population israélienne que le monde approuvait la guerre menée par Israël et désignait le Hezbollah comme étant l'agresseur. Malgré l'invasion évidente de la bande de Gaza et du Liban, Israël restait impuni. Le véritable agresseur n'était même pas blâmé. Cette politique des superpuissances fait fi des règles du droit international. Elle invite carrément à recourir à la force des armes et à déclencher des guerres d'agression pour faire valoir des intérêts nationaux et supranationaux.

Comme nous avons attendu vainement pendant des semaines une Résolution des Nations Unies qui condamne Israël, comme la condamnation de ses guerres d'agression et l'idée d'une politique efficace visant à établir un cessez-le-feu immédiat ont échoué – non seulement à cause du veto des Etats-Unis mais également en raison du silence des pays

membres de l'UE, y compris de l'Allemagne – comme la Résolution n'est pas de nature à établir, même à court terme, un cessez-le-feu total, comme – je le répète – la guerre contre la bande de Gaza n'est absolument pas mentionnée, il n'existe pour des gens comme vous et moi que les crimes déjà commis désespèrent, aucune instance à laquelle nous pourrions faire appel.

Disons-le nettement, puisque le Conseil de sécurité ne le fait pas: les gouvernements des USA et de l'UE couvrent et soutiennent – Israël a poursuivi aujourd'hui encore son invasion – des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Il revient aux forces extraparlimentaires, aux citoyens et citoyennes, ici, de faire pression sur les gouvernements si nous voulons éviter que l'ONU devienne une agence destinée à donner sa bénédiction aux guerres des Etats-Unis.

A ce qu'on dit, le gouvernement fédéral défend haut et fort le droit international et se bat pour la défense des droits de l'homme et le maintien de la paix. Mais, Madame la Chancelière fédérale, les déclarations d'intention ne suffisent pas. Utilisez le poids international de l'Allemagne fédérale pour obtenir un cessez-le-feu immédiat et total, pour pousser Israël à se retirer de la bande de Gaza et du Liban, et, finalement, pour entamer des négociations entre toutes les parties concernées sur une solution durable et acceptable par tous. La politique hypocrite que l'Allemagne a pratiquée jusqu'ici au sein de l'UE, de l'ONU et à travers les missions du ministre des Affaires étrangères est de nature à miner votre crédibilité, madame la Chancelière fédérale. Et également votre crédibilité auprès des juifs d'Israël. Israël est membre des Nations Unies. La politique de son gouvernement doit être jugée selon les mêmes critères que celle de tous les autres gouvernements. La reconnaissance du droit d'Israël à exister dans les frontières de 1967 a été maintes fois confirmée – également de jure – par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). On sait qu'en 2005 déjà, le Hamas a fait une demande d'admission dans l'OPL et qu'ainsi, il s'est de facto montré prêt à reconnaître le droit d'Israël à exister. Actuellement, l'existence d'Israël n'est menacée de

Suite page 7

Gaza dans l'obscurité

par Gideon Levy, journaliste israélien

Gaza a été réoccupée. Le monde doit savoir cela et les Israéliens doivent le savoir aussi. L'occupation a lieu dans les pires conditions. Depuis l'enlèvement de Gilad Shalit, et plus encore depuis qu'a éclaté la guerre du Liban, les Forces Israéliennes de Défense ont tout saccagé à Gaza – il n'y pas d'autre mot pour en parler – tuant, démolissant, bombardant, pilonnant, sans distinction.

Personne ne pense à établir une commission d'enquête: la question n'est même pas à l'ordre du jour. Personne ne demande pourquoi on a fait ça et qui l'a décidé. Mais à la faveur des ténèbres de la guerre au Liban, les Forces Israéliennes de Défense sont retournées à leurs vieilles pratiques à Gaza, comme s'il n'y avait pas eu de retrait. Aussi il doit être dit sans détour que le retrait est mort.

En dehors des tas de décombres, ce qui reste des colonies, rien ne reste du retrait et de ses promesses. Comme ils apparaissent méprisables tous les sublimes et absurdes discours sur «la fin de l'occupation» et «le partage de la terre». Gaza est occupée, et avec encore plus de brutalité qu'avant. Le fait que ce soit plus pratique pour l'occupant de la contrôler de l'extérieur n'a rien à voir avec les conditions de vie intolérables des occupés.

Dans des grandes zones de Gaza, maintenant, il n'y a plus d'électricité, Israël a bombardé la seule centrale électrique de Gaza, et plus de la moitié des réserves en électricité seront coupées pour au moins un an encore. Il y a à peine de l'eau. Puisqu'il n'y a pas d'électricité, fournir de l'eau aux maisons est presque impossible. Gaza est plus sale et sent plus mauvais que jamais: en raison de l'embargo qu'Israël et le monde ont imposé

à l'Autorité élue, aucun salaire n'est payé et les balayeurs des rues sont en grève depuis quelques semaines. Des tas d'ordures et des nuages écœurants de puanteur étranglent la bande côtière, la transformant en Calcutta.

Plus que jamais, Gaza est comme une prison. Le passage d'Erez est vide, le passage de Karni n'a été ouvert que quelques jours seulement au cours des derniers mois, et c'est pareil pour le passage de Rafah. Quelques 15 000 personnes attendaient depuis deux mois pour entrer en Egypte, certains attendent toujours, y compris tous ceux qui souffrent et sont blessés. 5000 autres attendaient de l'autre côté pour retourner chez eux. Certains sont morts pendant cette attente. Il faut voir ces scènes à Rafah pour comprendre à quel point est profonde la tragédie humaine qui s'installe. Un passage, qui n'était pas supposé garder une présence israélienne continue, va servir de moyen pour qu'Israël écrase 1,5 million d'habitants. C'est une punition collective honteuse et choquante. Les Etats Unis et l'Europe, dont la police est au passage de Rafah, sont eux aussi responsables de cette situation.

Gaza est aussi plus pauvre et plus affamée que jamais auparavant. Il n'y a presque pas de marchandises qui entrent ou sortent, pêcher est interdit, les dix mille travailleurs de l'autorité palestinienne ne reçoivent aucun salaire et la possibilité de travailler en Israël est hors de question.

Et encore n'avons-nous pas mentionné la mort, la destruction et l'horreur. Au cours des deux derniers mois, Israël a tué 224 palestiniens dont 62 enfants et 25 femmes. Il a bombardé et assassiné, détruit et pilonné, et per-

sonne ne l'a arrêté. Aucune cellule Quassam ni tunnel clandestin ne justifie ces tueries à grande échelle. Pas un jour ne se passe sans morts, la plupart étant d'innocents civils.

Où sont les temps où il y avait encore un débat à l'intérieur d'Israël sur ces assassinats? Aujourd'hui, Israël largue d'innombrables missiles, pilonne et bombarde les maisons et tue des familles entières sur sa route. Les hôpitaux sont en faillite avec plus de 900 personnes en attente de traitement. A l'hôpital de Shifa, seule structure de Gaza à mériter le nom d'hôpital, j'ai vu des scènes déchirantes la semaine dernière. Des enfants qui ont perdu leurs membres, sous respirateurs, paralysés, impotents à vie.

Des familles ont été tuées pendant leur sommeil, en conduisant leurs ânes ou en travaillant dans les champs. Des enfants terrorisés, traumatisés par ce qu'ils ont vu, s'entassaient dans leurs maisons, l'horreur dans les yeux, c'est indescriptible avec des mots. Un journaliste espagnol qui a passé récemment un certain temps à Gaza, vétéran de la guerre et des zones en guerre dans le monde, a déclaré qu'il n'avait jamais été exposé à des scènes aussi horribles que celles qu'il a vues et sur lesquelles il a enquêté au cours des deux derniers mois.

Il est difficile de dire qui a décidé de tout cela. Il est douteux que les ministres soient conscients de la réalité de Gaza. Ils en sont responsables, à commencer par la sale décision de l'embargo, du bombardement des ponts de Gaza, de la centrale électrique et des assassinats de masse. Israël est responsable maintenant et une fois de plus de tout ce qui arrive à Gaza.

Les événements de Gaza font apparaître au grand jour la grande fraude de Kadima: venu au pouvoir dans le sillage du succès virtuel de ce retrait qui est maintenant parti en fumée, il avait promis le dialogue, promesse que le premier ministre a déjà abrogée. Ceux qui pensent que Kadima est un parti centriste doivent maintenant savoir qu'il n'est rien d'autre qu'un autre parti de droite pour l'occupation. La même chose est vraie des Travailleurs. Le ministre de la défense Amir Peretz est responsable de ce qui arrive à Gaza non moins que le premier ministre et les mains de Peretz sont dégoulinantes de sang comme celles d'Olmert. Il ne pourra jamais plus se présenter comme un «homme de paix». Le terrain des invasions chaque semaine, et chaque fois ailleurs, les opérations d'assassinat et de destruction à partir de la mer, des airs et de la terre sont un déguisement de la réalité que désignent des noms-camouflage comme les opérations «Pluies d'été» ou «jardin d'enfants verrouillé».

L'excuse de la sécurité ne peut expliquer ce cycle de folie, et aucun argument civil ne peut expliquer notre honteux silence à tous.

Gilad Shalit ne sera pas relâché et les Quassam ne cesseront pas. Au contraire, c'est l'horreur qui s'installe à Gaza, et tandis qu'elle peut empêcher quelques attaques terroristes dans un court laps de temps (la terreur) donnera naissance à encore plus de terrorisme meurtrier. Israël dira alors, drappé dans sa vertu, «mais nous leur avions rendu Gaza».

Source: www.europalestine.com, 4/9/06
Publié dans Haaretz le 3/9/06. Traduit par Carole Sandrel pour CAPJPO-EuroPalestine

France – Etats-Unis:

«Une relation entre égaux, jamais une relation de soumission»

Extraits de l'interview du Président de la République Jacques Chirac sur Europe 1

Conflits entre religions?

Jean-Pierre Elkabbach: *Mais entre la chrétienté, l'Islam et l'islamisme, est-ce qu'il n'y a pas deux partis qui sont déjà comme en conflit?*

Le Président: Je ne veux pas parler de conflit car tout doit être fait dans le cadre du dialogue des cultures, du dialogue des civilisations, du dialogue des religions, pour éviter tout conflit. Ce n'est pas dans la nature des religions de provoquer des conflits.

Et on peut ramener l'apaisement et le respect mutuel, aujourd'hui?

Je l'espère. En tous les cas, c'est l'ambition de la France de participer à ramener cet apaisement. (...)

Proche-Orient

C'est-à-dire qu'à New York, où vous parlez demain, ne pensez-vous pas que le moment est venu, puisque tant de peuples ont souffert, d'une initiative de paix, d'une conférence internationale sur le Proche-Orient?

C'est un problème différent: le problème, je dirais israélo-palestinien. Il est exact que ce problème mine depuis très longtemps la situation mondiale. Et qu'il faut trouver une solution. Cette solution existe, chacun en connaît les termes. Ce sont deux Etats en sécurité l'un vis-à-vis de l'autre et viables. Malheureusement, il n'y a plus de confiance. Il y a eu une période où il y a eu une confiance qui a failli permettre une solution. C'était la période où l'on a connu Begin et Sadate, où l'on a connu Rabin et Arafat. Il n'y a plus de confiance. Il faut rétablir la confiance. Alors je vais proposer à New York que l'on travaille au rétablissement de cette confiance et d'une solution de paix entre les deux pays. D'une part, avec une réunion du Quartet, qui est officiellement responsable de suivre ces évolutions. Et d'autre part, que cette réunion permette d'élaborer une conférence internationale qui donne à la communauté internationale l'engagement et les moyens de faire ensuite respecter les garanties qui ont été données.

Je crois que c'est indispensable. Cela suppose également, je dois le dire, que l'on évite un drame humanitaire qui est en train de se créer ...

... A Gaza.

A Gaza. Et cela suppose la levée du blocus. Cela suppose la reprise des aides. Mais cela

suppose aussi de l'autre côté que Mahmoud Abbas, dont nous appuyons toutes les initiatives, puisse aboutir dans son projet de réaliser un gouvernement d'union nationale.

Guerre en Iraq

D'ailleurs vous allez rencontrer le numéro un palestinien Mahmoud Abbas à New York. Et demain vous rencontrerez aussi Georges Bush. A l'époque de la guerre d'Iraq, il y a déjà longtemps, est-ce qu'il est vrai, comme l'a dit Nicolas Sarkozy à New York, que la menace du droit de veto était inutile puisqu'il n'aurait pas eu de majorité pour la guerre au Conseil de sécurité des Nations unies?

Face au problème de la guerre en Iraq, j'ai pris mes responsabilités. J'ai défini la position de la France et je l'ai appliquée. Et quand je regarde la situation, les résultats, je n'ai pas le sentiment d'avoir commis d'erreur. Ce qui ne m'empêche pas d'espérer, naturellement, que l'action menée actuellement par le nouveau Premier ministre iraquien, soit couronnée de succès. Mais je suis très inquiet. (...)

Relations avec les USA

Il paraît qu'alors la France avait choisi la grande éloquence, l'arrogance plutôt que la modestie. Comment vous jugez vos relations avec George W Bush, est-ce que vous pensez qu'il faut, vous, rebâtir, peut-être plus tard, la relation transatlantique ?

Non, non, la relation transatlantique se porte bien et on vient encore de le voir dans tous les problèmes qui touchent le Liban, qui touchent le Moyen Orient, qui touchent l'Afghanistan, qui touchent l'Iran. Nous avons une relation qui ne peut être qu'entre égaux, qui ne peut pas être une relation de soumission. Nous discutons. Les relations que j'ai avec le Président Bush, comme celles que j'avais d'ailleurs avec son prédécesseur, sont très bonnes, des relations de confiance. Cela ne veut pas dire des relations de soumission et cela ne sera jamais, dans mon esprit, des relations de soumission. (...)

Négociations avec Iran

Alors, l'Iran, on parle de l'Iran, elle est devenue la puissance de la région surtout depuis la guerre d'Irak. Jusqu'ici, l'Iran refuse, Monsieur le Président de la République, de suspendre l'enrichissement de son uranium

comme l'exigent les Nations unies. Vous venez de recevoir à l'Elysée un émissaire de Téhéran. Est-ce que l'Iran est prêt à infléchir sa position et à quelle condition?

L'Iran a développé, depuis déjà bien longtemps, de nombreuses années, un programme nucléaire clandestin et, c'est à cela que s'opposent aujourd'hui la plupart des nations.

Je note que, dans un premier temps, les trois pays européens ont essayé de négocier avec l'Iran. C'était l'Allemagne, l'Angleterre et la France. Puis se sont ajoutés à ce groupe et à cette négociation, d'une part la Chine et la Russie, qui sont membres permanents du Conseil de sécurité, dont la présence était indispensable, et les Etats-Unis. Ces six pays, qui représentent le Conseil de sécurité, négocient actuellement, grâce en particulier à l'intermédiaire de Monsieur Solana.

Est-ce que cela bouge?

Il est probablement prématuré de faire des prévisions. Je ne suis pas pessimiste. Je pense que l'Iran est une grande nation, une vieille culture, une vieille civilisation, et qu'on peut trouver des solutions par le dia-

logue. En tous les cas, je ne crois pas aux solutions qui n'impliquent pas le dialogue, un dialogue porté à ses limites. C'est la raison pour laquelle je pense, que nous devons d'une part, ensemble, l'Iran et les six pays, d'abord trouver un ordre du jour de la négociation; puis engager une négociation. Et, pendant cette négociation, je suggère que d'une part les six renoncent à saisir le Conseil de sécurité, et que l'Iran renonce pendant la durée de la négociation à l'enrichissement de l'uranium.

Donc, c'est en train de bouger?
Je l'espère.

Il y a une partie de l'administration Bush qui a la tentation de sanctions contre l'Iran. Vous, vous n'y êtes pas favorable?

Je ne suis jamais favorable aux sanctions. Je n'ai jamais observé que les sanctions soient très efficaces. Je ne veux pas dire qu'il ne faudra pas arriver à des sanctions qui devront être, à ce moment-là, modérées et adaptées, mais rien ne vaut le dialogue, vous savez. (...)

Source: www.elysee.fr, 18/9/2006

Les Etats-Unis préparent une guerre nucléaire de 20 ans

Au milieu des années 1990, le républicain Newt Gingrich, président de la Chambre des représentants, était un des adversaires les plus acharnés de Bill Clinton. Maintenant, il imagine l'Amérique engagée dans une Troisième Guerre mondiale. Cet historien de 63 ans se prépare à être candidat aux prochaines élections présidentielles. Dans une interview accordée à 10 représentants des médias étrangers, dont Christian Wernicke de la *Süddeutsche Zeitung*, il se déclare partisan d'une attitude de grande fermeté à l'égard des terroristes et des gouvernements iranien, syrien et nord-coréen.

Vous prônez la fermeté à l'encontre de la Corée du Nord et de l'Iran. Par quel moyen, les bombardements?

Non, non! Nous devrions faire ce que Ronald Reagan a fait en Europe de l'Est: mettre en œuvre toutes les ressources possibles de l'économie et de l'information pour aider les peuples en Corée du Nord, en Iran et en Syrie à établir la démocratie. En Europe de l'Est, en Pologne, nous y sommes parvenus: nous avons apporté notre aide à Solidarnosc, lorsque ce syndicat repoussait le communisme. Cela a alors conduit partout à l'effondrement du communisme.

Vous reprochez au président George W. Bush de trop miser sur la diplomatie avec Pyongyang et Téhéran. Qu'est-ce que vous proposez?

Si les Etats-Unis avaient un programme agressif en faveur du droit des citoyens de Corée du Nord, d'Iran et de Syrie à décider eux-mêmes de leur gouvernement, ces dictatures se transformeraient pacifiquement.

Donc, pas de violence venant de l'extérieur mais une aide pour un changement de l'intérieur?

Exactement. Aucune de ces dictatures n'est compatible à long terme avec un monde libre. Le régime iranien dit ouvertement qu'il veut la guerre. Il mène déjà une guerre contre Israël par Hezbollah interposé.

Personne, en Occident, n'approuve le terrorisme. Mais également aux USA, il y a des gens qui disent: La guerre en Irak nous affaiblit dans la lutte contre le terrorisme. C'est pourquoi Bush devrait retirer ses troupes.

Je ne comprends pas comment on peut penser cela. Comment la faiblesse américaine pourrait-elle renforcer la civilisation? Comment l'Iran pourrait-il mieux nous respecter? Pour moi, c'est une politique d'apaisement, voire de capitulation. Non, nous devons considérer nos campagnes en Afghanistan, en Irak et

au Liban sud comme un début de Troisième Guerre mondiale.

Face aux difficultés américaines en Irak, qu'est-ce qui vous rend si sûr que votre stratégie est la bonne?

Je ne suis pas sûr. C'est comme la Seconde Guerre mondiale. Ceux qui ne comprennent pas cela sont bêtes. Nous devons renoncer à l'idée que nous pourrions résoudre le problème en quelques jours, puis regarder tranquillement un match de football à la télévision. Non, les vingt prochaines années seront très difficiles. La question est de savoir si le monde civilisé est assez mûr pour vaincre systématiquement les forces terroristes.

Que dites-vous des tirs de missiles effectués par la Corée du Nord?

Nous devrions montrer au peuple coréen que nous souhaitons qu'il puisse se déterminer lui-même. Et nous devrions dire avec beaucoup de fermeté au régime: chaque fois que vous placerez un missile intercontinental sur une rampe de lancement, nous le détruirons. Allons-nous vivre avec la bombe nucléaire nord-coréenne qu'ils peuvent vendre n'importe quand aux Iraniens?

Ne vaudrait-il pas mieux négocier, préférer le dialogue à la force des armes?

Je ne parle pas de force des armes. Nous avons des moyens non militaires. Mais le chef du Hamas déclare qu'aucun juif ne doit rester au Proche-Orient. Quel pourrait bien être là l'objectif d'un dialogue? Qu'il puisse en rester peut-être dix? Nous devons prendre ces gars au mot. Je ne commence pas par offrir un café à celui qui veut m'anéantir.

Donc pour vous, le dialogue et la diplomatie sont exclus avec les dictateurs.

Réfléchissez à l'expression «dialogue diplomatique». Ce qui se passe actuellement aux Etats-Unis est ce que nous vivons de plus absurde depuis les années 30. A l'époque, les démocraties ont reculé devant l'agression de l'Italie, du Japon et de l'Allemagne. Seul Winston Churchill a demandé: «Comment pourrait-on dialoguer avec Adolf Hitler?»

Donc pas de demande à l'Iran de renoncer à son programme nucléaire?

Les Iraniens ont déclaré ouvertement aux Européens: ou bien vous nous autorisez à fabriquer des armes nucléaires ou nous le faisons quand même. A quoi sert la rengaine des négociations entonnée par les Européens et les Américains?

Source: <http://jetzt.sueddeutsche.de>, 13/8/06

Le sud de l'Afghanistan est en proie à une véritable guerre

Au cours des deux derniers mois, les combats, de plus en plus intenses, ont dégénéré en une véritable guerre. Des bombardiers B-1 et B-52 apportent sans discontinuer leur soutien aérien aux forces britanniques et américaines. Des avions de combat F-16 et des hélicoptères d'attaque effectuent un maximum de sorties, tirant d'énormes quantités de munitions. C'est une véritable guerre.

Les commandants de l'Armée britannique du sud de l'Afghanistan ont déclaré publiquement que leurs engagements avaient atteint un degré d'intensité qu'ils n'avaient plus

vu depuis la guerre de Corée. Leurs unités ne peuvent se déplacer au sol qu'en formations de combat importantes. Il ne fait aucun doute que les Musulmans ont engagé des forces considérables. Les Britanniques n'ont pas de réserves, pas plus que le gouvernement Bush pour les forces américaines en Afghanistan. [...]

A partir de maintenant, la guerre va faire perdre aux Britanniques et aux Américains beaucoup de braves soldats. •

Source: *The Privateer*, n° 561, septembre 2006

«Pas en mon nom, pas en notre nom!»
suite de la page 6

nulle part. Et les gouvernants le savent aussi bien que nous. En revanche, c'est maintenant l'existence et l'avenir du Liban qui sont menacés. Le gouvernement israélien n'a jamais approuvé le droit à l'existence d'un Etat palestinien. Mais il est incontestable qu'Israël dispose des moyens de protéger sa population à l'intérieur des frontières reconnues par l'ONU. Pourquoi l'armée ne sécurise-t-elle pas au maximum ces frontières? Pourquoi, depuis des décennies, les jeunes gens sont-ils mobilisés pour des objectifs qui effraient, qui horrifient toute la région, voire le monde entier? Où va le gouvernement israélien? Où

va Israël? Pourquoi les destructions, pourquoi les morts, également en Israël?

Une politique allemande qui se veut vraiment «responsable de l'héritage de l'histoire allemande» ne doit pas tolérer que le gouvernement israélien entraîne son peuple dans une guerre qui a maintenant déjà des conséquences irréparables.

Dans l'intérêt des peuples du Liban, de Palestine et d'Israël et également dans notre propre intérêt, je lance un appel à la Chancelière fédérale, à son gouvernement, au Parlement, aux partis et aux associations: Faites échec à une politique qui mise sur la force des armes et non sur le dialogue et les négociations. •

Source: www.globalresistance.de

L'uranium appauvri est une arme de destruction massive

par Leuren Moret, USA*

Mon grand-père *Edwin Joseph McAllister*, colonel de l'armée américaine, est né en 1895 à Battle Creek. Il ne sait pas que sa première petite fille est une experte internationale en matière d'uranium appauvri (UA). J'ai travaillé dans deux laboratoires américains d'armes nucléaires et en 1991, j'ai tiré la sonnette d'alarme au Livermore Nuclear Weapons Lab.

- L'UA est quelque chose d'épouvantable:
- Aux termes de la loi fédérale américaine, titre 50, chapitre 40, article 2302, les armes à l'UA correspondent à la définition des armes de destruction massive pour deux de leurs trois critères.
- Les armes à l'UA enfreignent tous les traités et accords internationaux, les Conventions de la Haye et de Genève, le Protocole de Genève du 17 juin 1925 concernant la prohibition d'emploi, à la guerre, de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, de même que les lois civiles et militaires américaines.
- Depuis 1991, les Etats-Unis ont libéré dans l'atmosphère du globe une quantité d'atomes radioactifs équivalant à au moins 400 000 bombes de Nagasaki. C'est 10 fois la quantité libérée pendant les essais atomiques, qui équivalait à 40 000 bombes d'Hiroshima. Les Etats-Unis ont contaminé pour toujours l'atmosphère globale avec une pollution radioactive d'une demi-vie de 2,5 milliards d'années.
- En Yougoslavie, en Afghanistan et deux fois en Irak, les Etats-Unis ont mené illégalement quatre guerres nucléaires tout en qualifiant de «conventionnelles» les armes à l'UA alors que ce sont en réalité des armes nucléaires. Sur les champs de bataille, les armes à l'UA ont trois effets sur les systèmes vivants: a) c'est un métal lourd qui constitue un poison «chimique», b) c'est un poison radioactif et c) il a un

effet «particulier» dû à la taille minuscule de ses particules (0,1 micron ou moins).

- Le projet à l'origine des armes à l'UA remonte à une note de 1943 du Manhattan Project adressée au général *L. Groves*, laquelle recommande le développement de matériels radioactifs comme les armes à gaz toxiques: bombes, missiles et projectiles sales.
- Les armes à l'UA sont des pénétrateurs à énergie cinétique et plus encore des armes biologiques très efficaces parce que l'uranium a une très forte affinité chimique pour les structures de phosphate concentrées dans l'ADN.
- L'UA est le cheval de Troie de la guerre nucléaire: il continue d'irradier et de tuer après les combats. Il est impossible de s'en débarrasser et d'arrêter l'irradiation car il continue de se désintégrer au cours de plus de 20 étapes en d'autres isotopes radioactifs.
- Terry Jemison*, du Ministère américain des Vétérans, a constaté en août 2004 que plus de 518 000 vétérans de la guerre du Golfe (sur une durée d'observation de 14 ans) étaient des invalides et que sur la même période, 7039 avaient été blessés sur les champs de bataille. Plus de 500 000 des vétérans américains sont sans abri.
- Plusieurs enquêtes portant sur des soldats qui avaient engendré des bébés normaux avant la guerre ont révélé que 67% des bébés nés après leur retour souffraient de graves malformations: absence de cerveau, d'yeux, d'organes internes, de bras ou de jambes, de même que de maladies du sang.
- Des scientifiques d'Irak du sud parlent d'un rayonnement gamma 5 fois plus élevé dans l'atmosphère, ce qui augmente tous les jours la charge radioactive corporelle des habitants. L'Irak, la Yougoslavie

et l'Afghanistan sont en réalité inhabitables.

- Le cancer commence avec une particule alpha se trouvant dans des conditions appropriées. Un gramme d'uranium appauvri a la taille d'un point de phrase et libère en une seconde 12 000 particules alpha.
- Avant de mourir, mon grand-père m'a dit que sa génération avait causé une immense sauterelle sur cette planète. Je me demande ce qu'il me dirait maintenant s'il voyait «Beyond Treason» (www.beyondtreason.com), un documentaire récent sur l'histoire des trahisons de nos soldats par le gouvernement des Etats-Unis: vétérans des essais atomiques, MK-Ultra (programme illégal de recherches de la CIA sur le contrôle des cerveaux), Agent Orange et UA. Après la guerre du Vietnam, *Henri Kissinger* a déclaré: «Les soldats ne sont que des bêtes stupides que l'on devrait utiliser comme des pions en politique extérieure [...]» (chapitre 5 de «Final Days» de Woodward et Bernstein).

Source: *Common Dreams* du 23/8/06

* Leuren Moret est une spécialiste internationale de la radioactivité. Elle est diplômée en géologie de l'Université de Davis (Californie). Elle a fait également des études de troisième cycle en sciences de la Terre dans la même université. Elle est chargée de missions de la ville de Berkeley (Californie) pour les problèmes d'environnement.

Des armes à l'uranium pour Israël

Selon des médias britanniques, des avions de transport américains qui avaient chargé des munitions à l'uranium appauvri ont atterri sur l'aéroport de Prestwick, près de Glasgow, pour faire le plein avant d'aller les livrer aux forces armées israéliennes. Le 21 juillet, Indimedia UK a informé que le 14 juillet, *David Silverman* avait fait des photos près de la frontière libanaise qui montrent des soldats israéliens en train de charger sur des blindés des grenades à l'uranium appauvri.

Le ministère de l'Environnement libanais partage ces préoccupations. Dans un rapport paru début juillet sur les conséquences du conflit sur l'environnement, le ministère a déclaré: «Selon différentes sources, Israël a utilisé des munitions à l'uranium appauvri. Les effets de ces armes, comme on l'a déjà constaté en Irak, sont de longue durée et endommagent le génome humain pendant des générations».

Source: *Environment News Service*.
www.ens-newswire.com/ens/aug2006/2006-08-22-01.asp

«Toutes les générations à venir sont en danger»

En mai 2003, la BBC nous informait que «selon un scientifique indépendant, on avait observé des taux très élevés d'uranium dans les urines d'un petit échantillon de civils afghans. [...] Ce scientifique est *Asaf Durakovic* de l'*Uranium Medical Research Center (UMRC)* basé au Canada. Ancien conseiller de l'Armée américaine, actuellement professeur de médecine, il a déclaré en 2000 qu'il avait détecté des taux importants d'UA chez deux tiers des 17 anciens combattants de la guerre du Golfe qu'il avait testés. En mai 2002, il envoya une équipe en Afghanistan pour y interroger et examiner des civils.

Selon l'UMRC, «un contrôle indépendant des types d'armes et des systèmes de lancement a révélé que les troupes de la coalition ont utilisé des alliages d'uranium et des ogives contenant de l'uranium radioactif et toxique. Toutes les personnes dont l'urine a été analysée se sont révélées positives à une contamination interne par l'uranium. Les résultats étaient épouvantables: les concentrations d'isotopes d'uranium toxiques et radioactifs étaient 100 à 400 fois plus élevées que chez les anciens combattants de la guerre du Golfe testés en 1999. Au cas où les découvertes faites par l'UMRC à Nanga-

rhar seraient confirmées dans d'autres communes d'Afghanistan, le pays serait victime d'une grave catastrophe sanitaire. [...] Toutes les générations futures sont en danger. [...] Lors d'une seconde visite en Afghanistan, en 2002, l'UMRC a découvert qu'une zone potentiellement beaucoup plus étendue et une population plus importante étaient contaminées. 25 autres échantillons d'urine ont été collectés dont les résultats ont été similaires à ceux du groupe plus ancien. Le Dr Durakovic s'est dit épouvanté par ces résultats, lesquels allaient être publiés dans différentes revues scientifiques. Sur *BBC News Online*, il a déclaré: «En Afghanistan, il n'y a pas eu de puits de pétrole en feu, pas de pesticides, personne n'avait été vacciné – autant d'explications avancées pour expliquer les maux dont souffraient les anciens combattants de la guerre du Golfe. Et pourtant les habitants manifestent les mêmes symptômes. Je ne prétends pas que l'Afghanistan ait été un immense champ d'expérimentation de nouvelles armes à l'uranium, mais réfléchissez.»

Source: Gabriele Zamparini, «September 11, Afghanistan and the survival of civilization», www.globalresearch.ca du 8/9/2006

Des cratères de bombe au Liban du sud contiennent un matériel radioactif inconnu

Mohammed Ali Qobeissi, membre du Conseil national de la recherche scientifique, a déclaré le 20 août qu'un cratère de bombe israélienne, à Kham, «contenait une grande quantité d'un matériel radioactif non identifié».

Qobeissi et *Ibrahim Rahidi*, de la faculté des sciences de l'Université libanaise, ont examiné ensemble le cratère avec un compteur Geiger-Müller et un détecteur de matériels radioactifs. Le cratère, qui se trouve dans le quartier de

Jlahiyeh, à Kham, a 3 mètres de profondeur et 10 mètres de diamètre.

«Une équipe du Conseil examinera les échantillons pour savoir de quel matériel radioactif il s'agit», a déclaré Qobeissi au «Daily Star». Il a ajouté que les armes israéliennes qui ont été utilisées à Kham et dans les régions voisines du Liban du sud «contenaient probablement une grande quantité d'uranium».

Source: www.uruknet.info du 21/8/06

Horizons et débats

Journal favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Le journal *Horizons et débats* paraît au minimum 6 fois l'an.

- Je commande gratuitement à l'examen les trois prochains numéros.
- Je commande un abonnement annuel au prix de 20.- €

Nom: _____

Prénom: _____

Rue / N°: _____

Code / Localité: _____

Date: _____

Signature: _____

A retourner à:
Horizons et débats, case postale 729,
CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51

Qui sommes-nous?

Le journal suisse *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen de Zurich qui tient à son indépendance politique et financière. *Horizons et débats* a pour but de soutenir et de promouvoir le dialogue citoyen et d'encourager une réflexion indépendante chez ses lecteurs. Ainsi nous nous engageons – depuis 6 ans au rythme de 6 numéros par an – à fournir une approche objective des questions touchant à la sauvegarde de la démocratie et à la dignité de l'homme, notamment la famille, l'école et la formation, la santé, la sécurité, la sauvegarde de la paix et de l'Etat de droit.

Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

Les responsables de ce numéro spécial sont:

Jean-Paul Bled, Paris
Alain Bournazel, Paris
Erika Vögeli, Zurich
Jean-Paul Vuilleumier, Zurich

Impressum

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

© 2006 Editions Zeit-Fragen. Libre reproduction des textes de cette édition spéciale avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

